

Economie de l'élevage



Confédération
Nationale de l'Élevage
CNE

DOSSIER ANNUEL

CAPRINS

Année 2013
Perspectives 2014
Mars 2014
n°444

VERS UN RETOUR À L'ÉQUILIBRE ?

PRODUCTION LAIT ET VIANDE
De la surproduction à la chute de la collecte

FABRICATIONS ET DEBOUCHES
Une pénurie qui permet de revaloriser
les produits caprins



REVENUS DES EXPLOITATIONS
Un redémarrage difficile



LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Economie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEURS :

Département Economie de l'Institut de l'Élevage : BARBIN Gérard, BOSSIS Nicole, BOUYSSIERE Sébastien, CHOTTEAU Philippe, RUBIN Benoît, YOU Gérard.

Ingénieurs Réseaux d'élevage de l'Institut de l'Élevage : Catherine de BOISSIEU, Christine GUINAMARD

Département Métiers de l'éleveur et société : Emmanuelle CARMELLE HOLTZ

CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 3 :

Philippe Allaix (CA42), Sébastien Bessonnet (CA17),
Françoise Bouillon (CA48), Michèle Bulot-Langlois (CA84),
Julia Chemarin (CA86), Pascale Clerc (FDGEDA 06),
Fabien Constantin (CA47), Henriette Coursange (Syndicat caprin des
Hautes Alpes), Isabelle Defalvard (Syndicat de contrôle de performance
30-34), Charles Drouot (CA24), Jean-Pierre Dugat (CA33),

Anne Eyme-Gundlach (CA26), Benoît Foisnon (CA41),
Manon Gillier (CA49), Josine Giraud (CA04), Séverine Pastorelli
(CA83), Karine Lazard (CA18), Jean-Yves Lhériaux (Alysé),
Vincent Lictevout (Touraine Conseil Elevage), Claudine Murat (CA12),
Florence Piedhault (CA36), Bernard Poupin (Atlantic Conseil Elevage
17-85), Angélique Roué (CA79), Yohan Valette (CA09),
Cyril Vanderstein (CA13), Anaëlle Vernay (CA35).

Ce Dossier Economie de l'Élevage a bénéficié du financement du Ministère de l'Agriculture (Casdar),
du Fonds National de l'Élevage et de FranceAgriMer



Conception de la maquette : Béta-Pictoris (beta.pictoris@free.fr)
Mise en page et iconographie : Leila Assmann, Marie-Catherine Leclerc
Crédits photos : Pixanne - Christian Slagmulder_Inra9120-0113 - P Bourgault_Cniel -
Damien Hardy-La Chèvre - Cniel_S_Fraisse - DR Institut de l'Élevage
Directeur de la publication : Martial Marguet
Imprimé à Imprimerie de la Centrale Lens - N° ISSN 1273-8638 - N° IE 0014501013
Abonnement : 160 € TTC par an : Technipel - Email : technipel@idele.fr - Tél. : 01 40 04 51 71
Vente au numéro : 10 € le téléchargement sur <http://www.idele.fr> - <http://technipel.idele.fr>



Vers un retour à l'équilibre ?

Après quatre années de crise, la situation de la production et des producteurs de lait de chèvre est, malgré des signes encourageants, toujours instable. La collecte a poursuivi en 2013 sa chute brutale. Alors qu'auparavant le souci était de modérer sa progression, elle s'est mise à chuter brutalement, jusqu'à la pénurie. En 2010 et 2011, les baisses du prix du lait, la diminution des références, les pénalités n'avaient pas suffi pour ralentir la croissance des livraisons. Mais associées à la flambée du prix de l'aliment, elles avaient dégradé les trésoreries et mis en difficulté les nouveaux installés, les plus spécialisés et les moins autonomes. Une baisse des performances animales avec la mauvaise qualité des fourrages et des abandons de production, ont brusquement inversé la tendance de la collecte.

Les excédents de stocks en entreprises, à l'origine de la crise, ont eu un impact catastrophique sur la valorisation des produits caprins sur le marché intérieur. Les transformateurs ont, comme le montre l'évolution de leurs prix de vente, lâché les prix face à leurs clients, sans pour autant résorber rapidement les stocks. En effet, le marché du fromage de chèvre, traditionnellement dynamique, a changé comme en témoigne l'évolution maintenant plus modérée des fabrications industrielles. Il semble avoir atteint une certaine maturité.

Dans la situation de pénurie actuelle de marchandise, les prix de vente des industriels ont amorcé un début de redressement. La filière retrouve de la valeur en vendant mieux les produits et en se concentrant davantage sur des fromages plus valorisants. C'est une condition pour garantir durablement les augmentations de prix accordées aux producteurs et pour relancer la production de lait de chèvre dans un contexte de charges élevées. 2014 devrait être une année de transition vers le retour à de meilleurs équilibres.

SOMMAIRE

1 / LES FAITS MARQUANTS DE 2013

Conditions de production, offre, demande, prix... tous les événements qui ont marqué l'année

- Livreurs spécialisés du Sud-Est
- Livreurs et cultures de vente
- Livreurs et vaches allaitantes
- Fromagers Sud Méditerranée
- Fromagers autres régions

4 / PRODUCTION LAIT ET VIANDE

De la surproduction à la chute de la collecte

20 / FABRICATIONS ET DEBOUCHES

Une pénurie qui permet de revaloriser les produits caprins

10 / REVENUS DES EXPLOITATIONS

- Livreurs spécialisés grands troupeaux
- Livreurs spécialisés troupeaux moyens

25 / BILAN ET PERSPECTIVES

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2013

HIVER

Flambée du cours des matières premières

Nouveau record de l'IPAMPA à l'indice 142 (base 100 en 2005). Le prix des aliments achetés culmine à l'indice 164 en janvier 2013 nettement au-dessus de la précédente flambée de 2008.



Revalorisation de l'aide caprine

En soutien à la filière caprine, 4 millions d'euros supplémentaires viennent abonder l'enveloppe annuelle. L'aide passe de 8,68 € à 13,15 € par tête pour la campagne 2012, plus une éventuelle majoration de 3 €/tête.

La restructuration se poursuit

La concentration des activités caprines se poursuit avec d'une part le rapprochement d'EURIAL et AGRIAL et d'autre part, la mise en place d'un partenariat entre TERRALACTA et BONGRAIN. L'intégration de toute l'activité de fabrication de fromages de chèvre de TERRALACTA sera réalisée dans une structure commune : les Fromageries de LESCURE

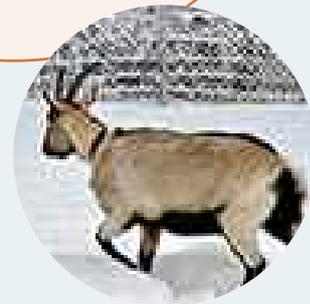


PRINTEMPS

Un difficile démarrage des lactations

Les lactations ont démarré timidement : elles ont été impactées par la mauvaise qualité des foins récoltés en 2012 et par la persistance du froid au printemps.

La mise à l'herbe des chèvres a été tardive du fait des mauvaises conditions climatiques, poussant même les éleveurs à racheter du foin dans certains départements.



Négociations difficiles

Le Ministre de l'agriculture nomme un médiateur qui obtient des distributeurs et des transformateurs le principe d'une hausse des tarifs équivalent à 60€/1000 litres de lait.

ETE

AUTOMNE

Des récoltes hétérogènes

Compte tenu du printemps humide, certains éleveurs ont opté pour l'enrubannage. Les mauvaises conditions climatiques ont retardé la fauche des foins : les rendements sont corrects mais la qualité est assez moyenne dans l'ensemble. En Poitou-Charentes et Pays-de-la-Loire, les rendements en ensilages de maïs sont corrects et de qualité satisfaisante. En revanche, dans le Sud-Ouest, et en particulier en Aquitaine, les rendements sont plutôt en baisse.

Révision à la baisse des pénalités sur les cellules

L'accord interprofessionnel sur la grille de classement est modifié pour une application à compter du 1^{er} janvier 2014 et pour une durée de 3 ans.

Les fabrications chutent

Les fabrications de fromages de chèvres chutent, créant une situation de pénurie visible dans les rayons.

Un sursaut de collecte

Les producteurs qui le peuvent réagissent positivement à la hausse du prix du lait. Le nombre de réformes diminue et davantage de chèvres sont gardées en lactations longues.



Mise en oeuvre de la PAC 2014-2020

L'enveloppe couplée allouée à la filière caprine passe de 14 M€ à 15M€ par an avant transfert au 2^{ème} pilier. Les critères d'attribution de l'aide à la chèvre sont maintenus. La revalorisation de l'ICHN devrait soutenir la filière et en particulier les élevages de montagne.



2

PRODUCTION LAIT ET VIANDE

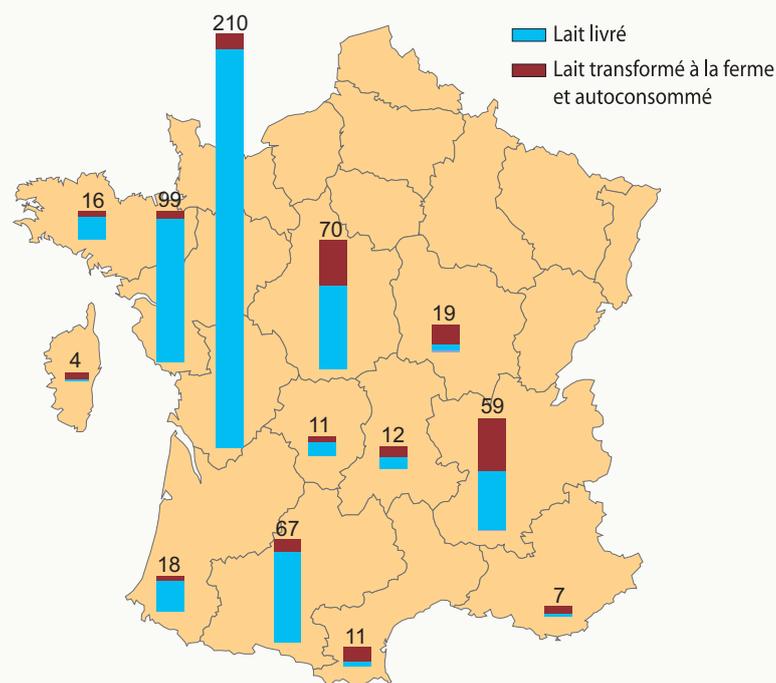
De la surproduction à la chute de la collecte

La production laitière caprine a poursuivi son évolution cahotique en 2013. La collecte a continué de chuter, comme en 2012, alors qu'elle était encore excédentaire en 2011. Le prix du lait payé aux livreurs, fortement amputé ces dernières années, a sensiblement rebondi en 2013. Mais son évolution reste encore bien inférieure à celle des prix de l'aliment du bétail. Malgré un sursaut en fin d'année, la reprise de la collecte apparaît incertaine début 2014. Les fromagers fermiers, certes moins exposés aux fluctuations des prix, subissent également la hausse des charges.



PRODUCTION

LA PRODUCTION LAITIÈRE CAPRINE EN 2012 (MILLIONS DE LITRES)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP Statistique Agricole Annuelle

614 millions de litres

C'est la production finale
en France en 2012

Livreurs et fromagers fermiers

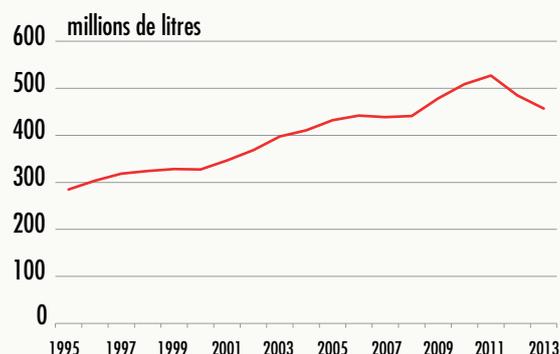
Selon le recensement de 2010, on compte en France un peu plus de 3 000 livreurs et un peu moins de 3 000 fromagers fermiers. Mais à eux seuls, les livreurs détenaient, en 2012, 72% du cheptel de chèvres, contre 22% pour les fromagers et 6% pour les mixtes, selon l'enquête cheptel du SSP dans les treize principales régions caprines.

Les livreurs assuraient 78% de la production laitière, les fromagers 15% et les mixtes 6%.

Les livreurs se situent dans de grands bassins spécialisés de collecte, comme en Poitou-Charentes, Pays-de-la-Loire, Midi-Pyrénées, ou dans des zones mêlant livraisons et fabrications fermières comme en Rhône-Alpes et dans le Centre. Les fromagers sont plus dispersés sur l'ensemble du territoire.

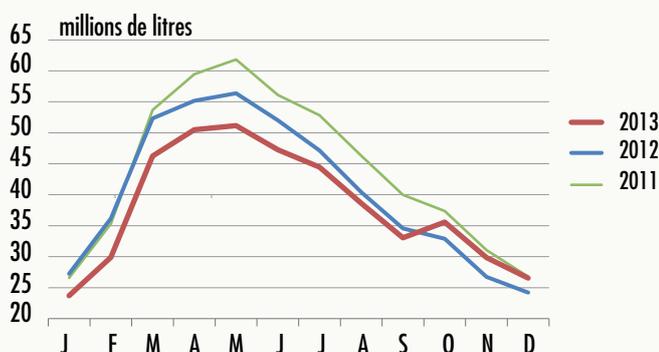
COLLECTE

COLLECTE ANNUELLE DE LAIT DE CHEVRE



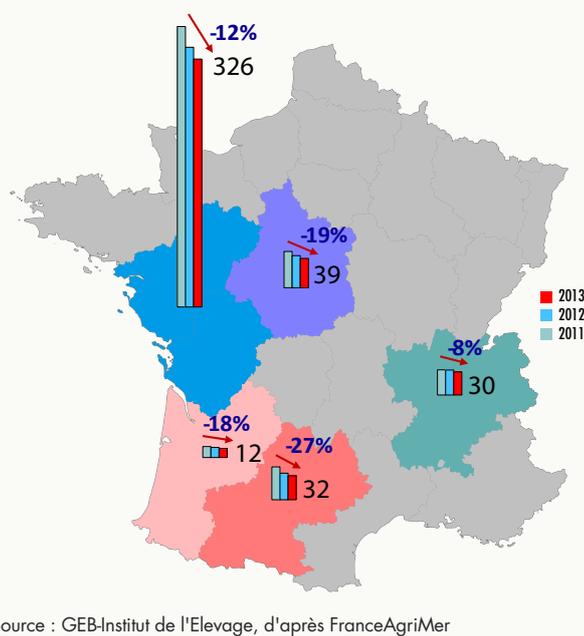
Source : GEB-Institut de l'Elevage, d'après FranceAgriMer

COLLECTE MENSUELLE DE LAIT DE CHEVRE



Source : GEB-Institut de l'Elevage, d'après FranceAgriMer

EVOLUTION DE LA COLLECTE CAPRINE DANS LES PRINCIPAUX BASSINS LAITIERS



Source : GEB-Institut de l'Elevage, d'après FranceAgriMer

Une chute spectaculaire des volumes

À 457 millions de litres en 2013, la collecte a régressé de 6%, après un recul de 8% en 2012. Au total, elle a décroché de près de 70 millions de litres ou -13% en deux ans. Cette chute sévère de la collecte a rompu près de 15 ans de fort dynamisme, de +4% l'an en moyenne, de 1995 à 2011. La croissance est devenue plus chaotique au cours des dernières années : stagnation des volumes et pénurie de lait de 2006 à 2008, puis trois ans de forte croissance, soutenue par des installations et des agrandissements. Puis à partir de 2012, chute brutale de la collecte et finalement manque de lait en 2013...

Un redressement en fin d'année...

C'est à partir d'avril 2012 que la collecte a commencé à décrocher, suite aux incitations à limiter la production, mais aussi à la chute du prix du lait et à la hausse concomitante des charges. Sur les trois derniers trimestres de 2012, les volumes avaient régressé de 10% par rapport à 2011. Le mouvement de baisse s'est poursuivi sur les deux premiers trimestres de 2013 (-11%), pour s'atténuer au troisième. Au quatrième trimestre, la collecte a retrouvé une croissance de 10%. La hausse du prix du lait et la légère baisse du prix des aliments ont incité des éleveurs à prolonger les lactations. Toutefois, cette reprise de la collecte ne semble pas se confirmer début 2014...

Tous les bassins de collecte ont été touchés

En Centre-Ouest, Poitou-Charentes et Pays-de-la-Loire, qui représentent ensemble environ 70% de la collecte nationale, les volumes se sont réduits de 42 millions de litres en deux ans, soit une baisse de 12%, dont 5% en 2013.

Dans la région Centre (8% de la collecte nationale) la baisse a également été importante, de 19% en deux ans, mais après une croissance nettement plus modérée que la moyenne les années précédentes.

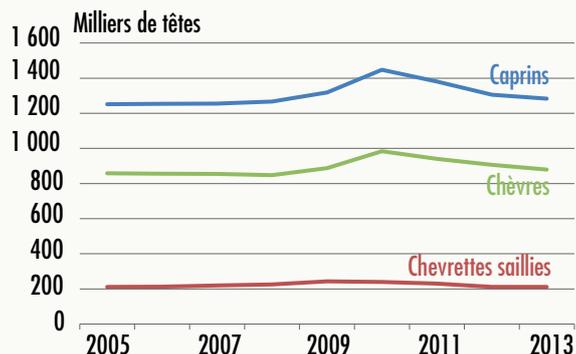
Le décrochage a été encore plus important en Midi-Pyrénées (7% de la collecte nationale) où la collecte a chuté de 27% en deux ans, après avoir bondi de +40% de 2008 à 2011, soit deux fois la progression moyenne nationale. De nombreux récents installés mis en difficulté ont dû abandonner la production.

En Rhône-Alpes (7% de la collecte nationale) la baisse de collecte apparaît moindre qu'ailleurs.

2 PRODUCTION LAIT ET VIANDE

CHEPTTEL ET PRODUCTIVITE

CHEPTTEL CAPRIN EN FRANCE



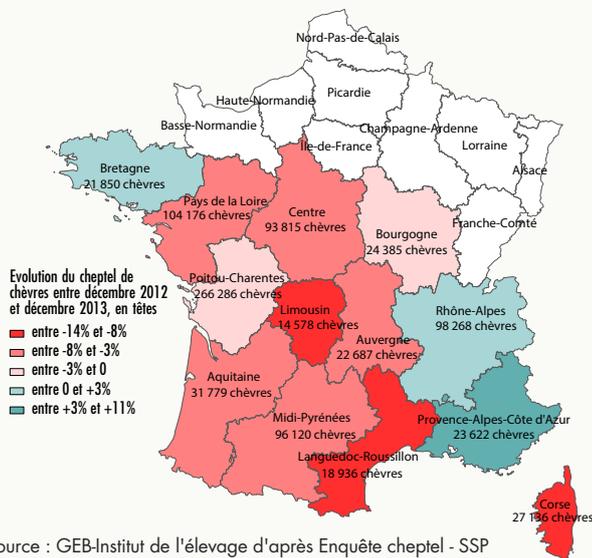
Source : GEB-Institut de l'Elevage, d'après Eurostat

Les effectifs de chèvre en baisse

Le cheptel national de chèvres a diminué de 3% en 2013, selon l'enquête annuelle du SSP. Il est en régression continue depuis le pic atteint fin 2010, après plusieurs années de croissance rapide. Au total, la baisse cumulée des effectifs sur trois ans a été de 11%, parallèle à la chute de la collecte qui a commencé en 2012.

La stabilité de la production fermière atténue un peu les évolutions du cheptel. Le nombre de chevrettes saillies, qui avait commencé à baisser dès 2010 s'est, par contre, maintenu fin 2013. Cette stabilisation annonce un probable arrêt de la baisse des effectifs de chèvres, mais ne laisse guère espérer une reprise rapide de la production laitière.

EVOLUTION DU CHEPTTEL DE CHEVRES EN FRANCE



Source : GEB-Institut de l'élevage d'après Enquête cheptel - SSP
Cartographie Cartes & Données - ©Articque

RESULTATS AU CONTRÔLE LAITIER EN 2013

	Lactations par race	Durée (jours)	Quantité de lait (kg/chèvre)	TP g/kg	TB g/kg
Alpine	56%	295	886	33,2	37,8
Saanen	41%	306	946	31,8	35,8
Croisée	3%	285	814	32,0	36,1
Toutes lactations qualifiées	100%	299	907	32,6	36,9

Source : GEB-Institut de l'Elevage d'après FCE

Baisse de la productivité par chèvre

Environ 1 800 troupeaux ont été suivis au contrôle laitier en 2013 (-4% / 2012) avec 283 000 lactations qualifiées (-6%). Le rendement laitier, 907 kg en moyenne pour 300 jours de lactation, a baissé de 4%, tandis que les deux taux augmentaient de 1% et étaient quasiment identiques à ceux fournis par l'enquête prix du lait de l'Institut de l'Elevage.

Au total, la quantité de matière utile produite sur l'ensemble des lactations a baissé de 4%. Les chèvres de race Alpine (56% des effectifs contrôlés) ont une production laitière qui a moins baissé (-3%) que les Saanen (-5%).

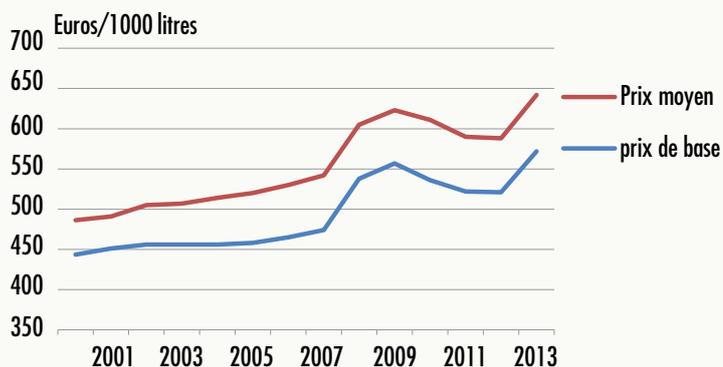
Des nuances dans l'évolution récente selon les régions

La crise laitière a provoqué ces deux dernières années une rupture dans la croissance des effectifs de chèvres au plan national. La baisse a été variable selon les régions, plus forte notamment dans celles où la collecte est dominante. Ainsi, Centre-Ouest et Sud-Ouest en particulier, ont vu baisser leurs cheptels d'au moins 3% entre 2012 et 2013, sauf en Poitou-Charentes où la baisse a été moindre.

En revanche, le cheptel breton, certes faible, poursuit sa progression. Dans le Sud-Est, plutôt orienté vers la production fromagère fermière, le cheptel de chèvres continue de s'étoffer, notamment en Provence-Alpes-Côte-d'Azur et dans une moindre mesure en Rhône-Alpes. Ce qui n'est pas le cas en Corse et en Languedoc-Roussillon.

PRIX DU LAIT

EVOLUTION DES PRIX DU LAIT DE CHEVRE PAYES AUX PRODUCTEURS



Source : Enquête GEB-Institut de l'Elevage (sur 90% de la collecte nationale)

+ 54 euros/1 000 litres

C'est la hausse du prix du lait en 2013

Un net coup de pouce sur le prix de base

Après trois années de baisse, le prix de base a progressé de 52 euros en 2013 (+ 10%), à 572 €/1000 l. Il se retrouve légèrement au-dessus de son niveau le plus élevé de 2009 (+ 3%).

La hausse avait alors suivi la flambée du prix de l'aliment de 2008. L'augmentation du prix de base s'est renforcée en cours d'année : + 33 € et + 36 € aux deux premiers trimestres, puis + 69 € et + 71 € aux deux derniers trimestres, où elle a dépassé la recommandation d'une hausse de 60 € du Médiateur des relations agricoles. Mais le pic de la collecte était passé. Les prix ont légèrement convergé entre zones avec une hausse plus marquée dans le Sud-Ouest (+ 53 €) et le Centre-Ouest (+ 52 €) que dans le Centre (+ 50 €) et le Sud-Est (+ 47 €).

PRIX DE BASE ET PRIX MOYENS ANNUELS PAR ZONE

Euros/1000 litres	CENTRE-OUEST	CENTRE	SUD-OUEST	SUD-EST	FRANCE
Prix de base 2013	569	584	579	575	572
Prix de base 2012	516	534	526	529	521
Evolution 2013/12	10,2%	9,4%	10,1%	8,9%	10,0%
Prix moyen 2013	635	672	644	655	642
Prix moyen 2012	580	619	591	602	588
Evolution 2013/12	9,5%	8,7%	9,1%	8,7%	9,3%

Source : Enquête GEB-Institut de l'Elevage (sur 90% de la collecte nationale)

Une bonne répercussion sur le prix moyen

Le prix effectivement payé aux producteurs, 642 €/1000 l en moyenne nationale, s'est davantage apprécié que le prix de base en valeur (+ 54 €/1000 l) du fait d'une légère amélioration de la composition moyenne du lait et en l'absence de pénalités ou de prélèvements sur les livraisons.

Le prix est resté nettement plus élevé que la moyenne nationale dans le Centre et dans le Sud-Est, zones plus riches en AOP que les autres. Les prix aux grammes différentiels sont restés stables à 3,65 €/kg de matière grasse et à 10,85 €/kg de matière protéique.

COMPOSITION DU LAIT ET INCITATION AU DÉSAISONNEMENT

	CENTRE-OUEST	CENTRE	SUD-OUEST	SUD-EST	FRANCE 2013 (2013/12)
TAUX DE MG (g/l)	38,3	37,8	37,3	37,3	38,0 (+0,3)
TAUX DE MP (g/l)	33,6	33,6	33,3	32,7	33,5 (+0,1)
Ecart de prix de base automne/printemps (euros/1000 l)	145	186	166	239	160
Évolution 2013/12	+31%	+24%	+30%	+15%	+28%

Source : Enquête GEB-Institut de l'Elevage (sur 90% de la collecte nationale)

Une forte incitation au désaisonnement

L'écart entre le prix d'automne et de printemps, toujours important en lait de chèvre, a bondi de près de 30% en moyenne, sous l'effet des hausses au 2^{ème} semestre, particulièrement dans le Centre-Ouest et le Sud-Ouest. Il reste plus élevé qu'ailleurs dans le Sud-Est, là où il a le moins augmenté. L'incitation du prix en fin d'année a poussé des producteurs à prolonger les lactations.

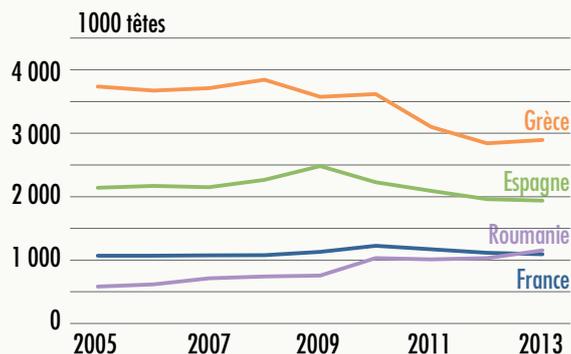
Une légère amélioration de la composition

En moyenne, le taux butyreux a été en hausse de +0,3 g/l à 38,0 g/litre et le taux protéique de +0,1 g/l à 33,5 g/litre. L'amélioration a été particulièrement marquée au second trimestre, en plein pic de la collecte. La matière utile par litre de lait a progressé de 0,6% en 2013 par rapport à 2012.

2 PRODUCTION LAIT ET VIANDE

PRODUCTION EN EUROPE

EVOLUTION DES CHEPTELS DE CHEVRES ET CHEVRETTES SAILLIES DANS L'UNION EUROPEENNE

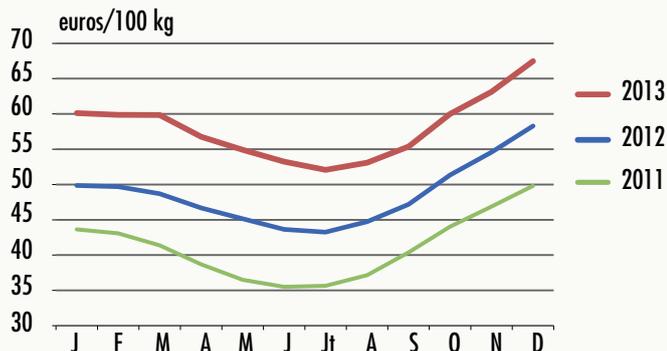


Source : GEB-Institut de l'Elevage d'après Eurostat

Baisse des effectifs chez les grands producteurs, croissance en Roumanie

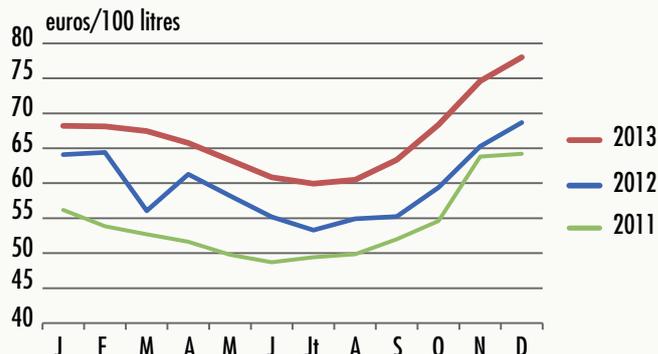
Les effectifs de chèvres et de chevrettes saillies sont estimés à environ 9,5 millions de têtes dans l'UE à 28 fin 2013, d'après Eurostat. La Grèce détient le plus grand troupeau avec 30% des effectifs (après un fort réajustement statistique). Son cheptel est tombé en dessous de 3 millions de têtes en 2012. De même, en Espagne, 20% des effectifs de l'UE, le nombre de reproductrices est passé de 2,5 millions en 2009 à moins de 2 millions en 2012. La Roumanie fait figure d'exception, avec une forte progression, à 1,2 million de têtes en 2013. Elle vient désormais en 3^{ème} position dans l'UE, son cheptel (12% des effectifs européens) dépassant maintenant celui de la France, dont les effectifs sont en légère baisse.

PRIX DU LAIT DE CHEVRE AUX PAYS-BAS



Source : GEB-Institut de l'Elevage d'après Productshop Zuivel

PRIX DU LAIT DE CHEVRE EN CASTILLE-LEON (ESPAGNE)



Source : GEB-Institut de l'Elevage d'après cotations de Castille-Leon

Tension sur le marché du lait de chèvre en Espagne

En Espagne, où les 2/3 des chèvres sont traitées, la collecte a été estimée par le Ministère espagnol de l'Agriculture à 330 millions de tonnes en 2012, en hausse de 5% par rapport à 2011. Le prix du lait de chèvre avait augmenté en 2012 de 11% selon la cotation de Castille-Leon et même de 15% selon le Ministère.

En 2013, la cotation de Castille-Leon se situe à 66,54 €/100 litres de moyenne annuelle, légèrement au-dessus du prix moyen en France. Elle enregistre une nouvelle hausse de 11%, par rapport à 2012.

Ces augmentations effacent largement la chute brutale des prix subie en 2010 lorsque la France avait réduit drastiquement ses importations espagnoles de lait. Elles témoignent en 2013 de la forte tension sur le marché du lait de chèvre alors que la filière française est de nouveau à la recherche d'approvisionnement extérieur.

Les prix s'envolent également aux Pays-Bas

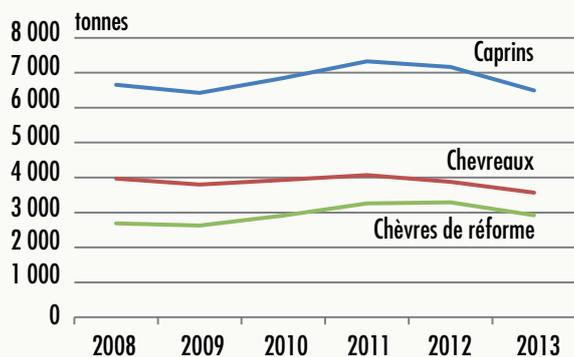
Aux Pays-Bas, les hausses de prix du lait de chèvre sont encore plus spectaculaires qu'en Espagne : + 9% en 2011 par rapport à 2010 où le prix du lait de chèvre était tombé en dessous de celui du lait de vache, puis successivement + 19% en 2012 et autant en 2013, selon le calcul de moyenne effectué par l'interprofession néerlandaise. L'année passée, le prix s'est établi aux Pays-Bas à 57,58 €/100 kg de lait. La demande de lait de chèvre est particulièrement forte.

En 2012, la collecte néerlandaise s'est établie à 213 000 tonnes, en hausse de 12% par rapport à 2011, avec un cheptel de 272 000 chèvres lui-même en hausse de 8%.

Les exportations sont évaluées à 12 000 tonnes. Les disponibilités de lait tant en Espagne qu'aux Pays-Bas sont manifestement très limitées pour pallier les manques de la filière française.

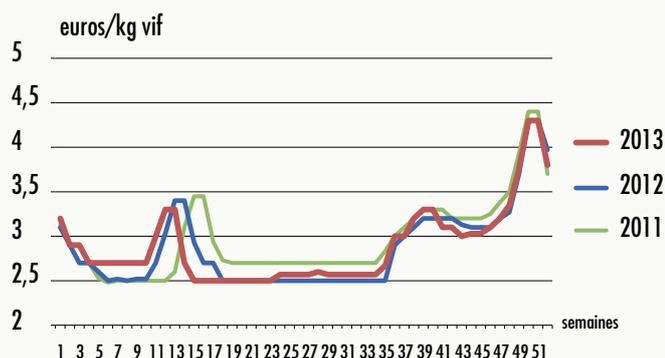
VIANDE CAPRINE

ABATTAGES CONTRÔLÉS DE CAPRINS (RÉSULTATS BRUTS)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP

ÉVOLUTION DU COURS DU CHEVREAU EN VIF



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP

ÉVOLUTION DES ÉCHANGES EN ANIMAUX VIFS ET VIANDE CAPRINE

	2009	2010	2011	2012	2013	Évolution 2013/12
V viande caprine (tonnes équivalent carcasse)						
Importations viande	1 222	819	626	874	814	-7%
Exportations viande	2 523	2 594	2 697	2 762	2 485	-10%

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP

Baisse des abattages

En 2013, les abattages de caprins ont de nouveau reculé (- 9%/2012), à 6 500 tonnes. Les chevreux abattus dans des abattoirs contrôlés, qui représentent environ 55% des tonnages, ont diminué de 8% en 2013 et de 5% en 2012. Les abattages de chèvres de réforme, qui avaient été importants en 2011 et 2012, ont eux aussi fortement baissé en 2013 (- 11%/2012). Avec la crise laitière les éleveurs avaient beaucoup réformé en 2011 et 2012, alors qu'en 2013, ils ont plutôt gardé des chèvres en fin d'année et prolongé les lactations. Le retournement de conjoncture les a incités à étoffer les troupeaux, même si cela n'apparaît pas dans l'enquête cheptel de fin d'année. Les éleveurs ont aussi gardé davantage de chevrettes.

Un marché du chevreau peu valorisant

À Pâques, le marché des chevreux est très actif, avec, de février à avril, une concentration de 60% des abattages annuels dont plus de 30% sur le mois de la fête. En 2013, malgré une offre limitée, en raison de la précocité de la fête et de la baisse des effectifs, les engraisseurs ont moins bien valorisé leur animaux que l'année précédente.

À 3,30 €/kg vif, la cotation de FranceAgriMer a perdu 10 centimes par rapport à 2012 qui était déjà en dessous de 2011. Le marché a également été difficile en fin d'année, période de prix élevé, mais où la marchandise est limitée (11% des abattages en décembre). La cotation a tout juste rejoint le prix de 2012 à 4,30 €/kg vif avant Noël, malgré l'augmentation du prix de la poudre de lait.

Les chevreux vendus en dehors de ces périodes festives sont très mal valorisés car le plus souvent commercialisés congelés.

Chute des exportations vers l'Italie

Tombées à moins de 2 500 tonnes, les exportations de viande caprine ont chuté de 10% en 2013. Elles représentent près de 40% des abattages, principalement du chevreau. Les ventes en Italie, premier débouché avec 42% des volumes, ont chuté de 20% en 2013, après une baisse de 13% en 2012. Cependant, le Portugal, seconde destination, à près de 750 tonnes, a augmenté ses achats de près de 200 tonnes, sans compenser les pertes vers l'Italie. Les ventes vers la Suisse ont aussi baissé de 20%. Les importations de viande caprine ont également baissé. L'Espagne, notre principal fournisseur européen, a accru ses envois de plus de 20%, à près de 300 tonnes, tandis que la Nouvelle-Zélande, à un tonnage un peu plus élevé, les réduisait dans la même proportion.

3

REVENUS DES EXPLOITATIONS

Un redémarrage difficile

Avec des volumes de production en baisse et un prix des concentrés à la hausse, l'augmentation du prix du lait n'est pas suffisante pour que le revenu des élevages spécialisés se relève du bas niveau de 2012. La chute des prix des céréales a pénalisé les systèmes associant le lait et les cultures. Elle vient également contrebalancer la hausse du prix de la viande bovine dans les systèmes livreurs et bovins viande. Cependant, les revenus de ces systèmes diversifiés restent nettement supérieurs aux résultats des exploitations laitières spécialisées.



ESTIMATIONS DES REVENUS 2013

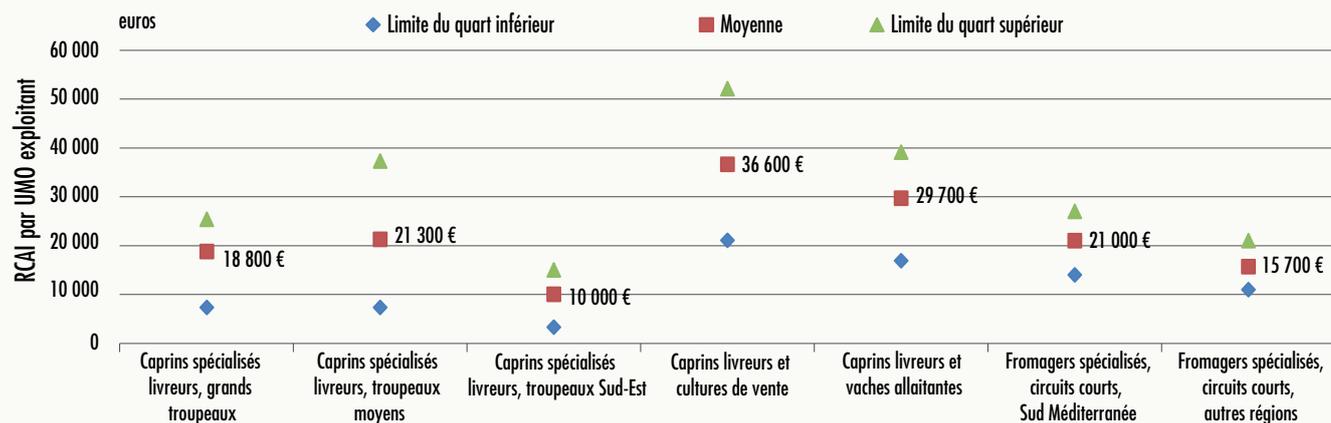
Des écarts de résultats importants

Avec respectivement 36 000 et 30 000 euros/UMO exploitant, les livreurs diversifiés (livreurs avec des cultures de vente ou avec de la viande bovine) dégagent les résultats courants avant impôts et cotisations sociales (RCAI) les plus élevés en 2013. Chez les livreurs spécialisés, les revenus sont moindres. Les livreurs avec de grands troupeaux sont pénalisés par leur faible efficacité économique avec un EBE qui représente à peine le quart de leur produit. Compte tenu de leur très petite dimension, les élevages spécialisés du Sud-Est ont les plus faibles revenus avec un RCAI d'à peine 10 000 €/UMO exploitant.

Les revenus moyens masquent des écarts importants entre les exploitations d'un même système. La dimension, l'efficacité technico économique et les investissements récents expliquent ces écarts. Ainsi, par exemple, le quart supérieur des livreurs avec cultures de vente obtient un RCAI supérieur à 50 000 €/UMO quand le quart inférieur se situe en dessous de 20 000 €. Chez les livreurs spécialisés, le quart inférieur des éleveurs dégage moins de 10 000 €/UMO exploitant. Si les fromagers dégagent des résultats proches de ceux des éleveurs laitiers, la variabilité de leurs revenus est moindre.

RÉSULTATS COURANTS AVANT IMPÔT 2013

Estimation des Résultats Courants Avant Impôts et cotisations sociales (RCAI) des principaux systèmes caprins et variabilité intrasystème en 2013



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après les Réseaux d'élevage

LES MEILLEURS RÉSULTATS DANS LES EXPLOITATIONS DIVERSIFIÉES

Hormis en 2009-2010, le RCAI annuel des livreurs avec cultures de vente est le plus élevé, il oscille entre 37 000 et 45 000 €/UMO exploitant. Ces exploitations cumulent dimension économique et efficacité. Malgré ces bons résultats, l'avenir de ces élevages est moins assuré qu'ailleurs. Les éleveurs s'interrogent : rentabilité comparée du lait et des cultures, astreinte de l'atelier laitier, ambiance laitière locale... A l'occasion d'une évolution de la main d'œuvre (départ en retraite, départ d'un associé), l'atelier caprin peut disparaître.

Tirant partie d'une bonne synergie entre les deux ateliers, les livreurs avec bovins viande dégagent également de bons revenus, entre 30 et 40 000 €/UMO exploitant, hormis en 2008 avec la flambée du prix des aliments.

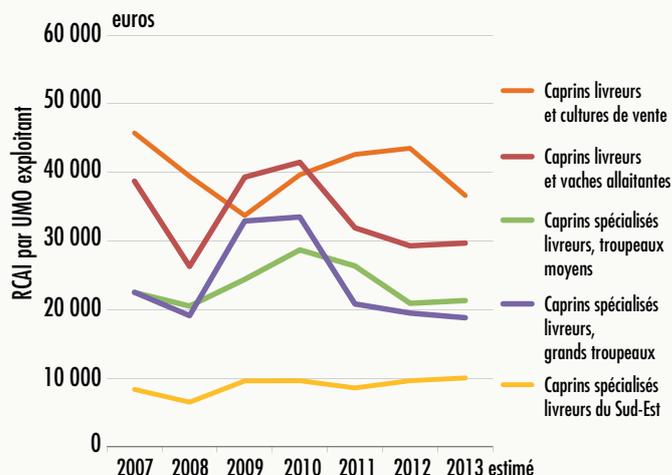
Le revenu des livreurs spécialisés a toujours été en dessous de celui des livreurs diversifiés. Le revenu des livreurs à grands troupeaux est plus fluctuant que celui des livreurs à troupeaux

moyens. Sur 7 années, il est passé de 19 000 € en 2008 à 34 000 € en 2010 pour retomber à 19 000 € en 2012-2013. Vis-à-vis de l'ensemble des systèmes, les livreurs à grands troupeaux ont le produit par UMO le plus élevé et l'efficacité économique, la plus faible. Ils réagissent donc très fortement à toute évolution de volume et de prix.

Depuis 2007, les livreurs du Sud-Est ne dégagent toujours pas plus de 10 000 €/UMO exploitant.

RÉSULTATS DES FERMES DES RÉSEAUX D'ÉLEVAGE

Évolution comparée, depuis 2007, du RCAI des principaux systèmes caprins



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après les Réseaux d'élevage

CALCUL DES ESTIMATIONS DES REVENUS 2013

L'estimation des revenus 2013 est établie à partir d'un panel de 140 exploitations caprines.

Cet échantillon est issu des exploitations des Réseaux d'élevage avec des dates de clôtures comptables comprises entre le 30 septembre 2012 et le 31 mars 2013.

Des indices de prix et de volumes sont appliqués sur les postes de produits et de charges de l'année 2012 (données observées). Les indices retenus s'appuient sur l'expertise des ingénieurs des Réseaux d'élevage, les tendances nationales issues de l'IPAMPA et des données issues de la base de données France Conseil Elevage, des cotations et d'enquêtes (prix du lait, lait par chèvre, prix des bovins, rendements et prix des cultures...).

Cette méthode, appliquée sur l'ensemble de l'échantillon, permet de calculer l'évolution des revenus en tenant compte de la diversité des situations initiales (dimension, efficacité économique, endettement...). Elle permet intra système de montrer la variabilité des résultats (moyenne, limites quart inférieur et supérieur) dans un contexte économique identique.

FERMES DES RÉSEAUX D'ÉLEVAGE

La base nationale des Réseaux d'élevage compte 160 fermes caprines en 2012 dont 130 constituent le socle national. Celui-ci a pour objectif de couvrir la diversité des principaux systèmes caprins français. Les fermes suivies sont engagées durablement dans la production et présentent en général une dimension supérieure à la moyenne.



Le maillage de l'échantillon des Réseaux d'élevage a été élaboré sur la base de la typologie des systèmes d'exploitation herbivores élaborée par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'Agriculture. Cette typologie distingue d'abord les livreurs des fromagers. Elle combine ensuite l'orientation technico économique et la localisation géographique et/ou la dimension.

Livreurs spécialisés : exploitation détenant des caprins sans atelier cultures de vente ni bovins viande significatifs (cf. ci-dessous), le produit caprin est au moins égal à 70% du produit de l'exploitation produit caprin.

Livreurs et cultures de vente : exploitations détenant des caprins et au moins 40% de la SAU en cultures de vente. Les cultures de vente doivent au moins compter 40 hectares. Le produit caprin représente moins de 70% du produit de l'exploitation.

Livreurs et vaches allaitantes : exploitations détenant des caprins avec au moins 15 vaches allaitantes. Le produit caprin représente moins de 70% du produit de l'exploitation.

LEXIQUE

- RCAI : Résultat courant avant déduction des impôts et des cotisations sociales de l'exploitant.
- EBE : Excédent Brut d'Exploitation = Produit – charges opérationnelles – charges de structure (avant amortissements et frais financiers).
- UMO exploitant : Unité de main d'œuvre exploitant (correspond au travail fourni par une personne occupée à temps complet sur l'exploitation pendant un an).

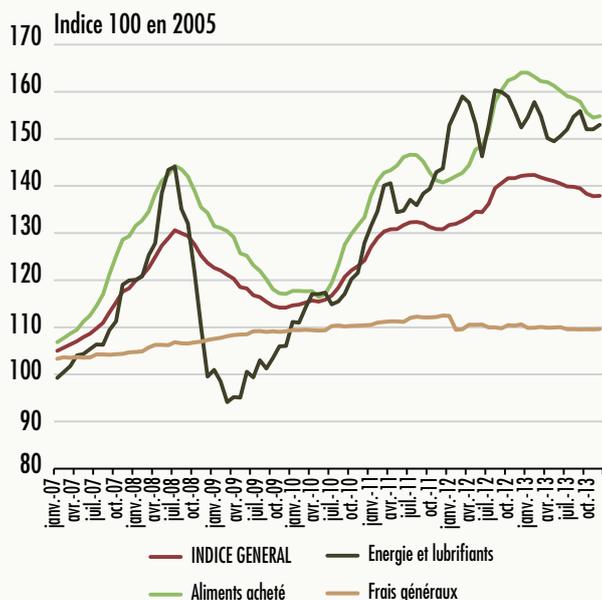
3 REVENUS DES EXPLOITATIONS

142

c'est le nouveau record pour l'IPAMPA Lait de chèvre en janvier 2013

LES COÛTS DE PRODUCTION EN 2013

EVOLUTION DES PRINCIPAUX POSTES DANS L'IPAMPA LAIT DE CHÈVRE



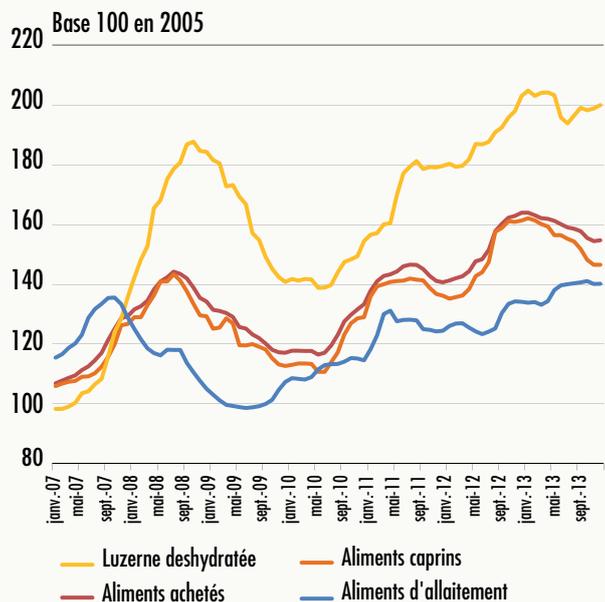
Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INSEE et SSP

IPAMPA Lait de chèvre, un nouveau record en 2013.

En 2013, l'indice IPAMPA Lait de chèvre a atteint son niveau le plus élevé : en hausse de près de 3% par rapport à 2012. Cette hausse s'explique principalement par la flambée des prix des matières premières végétales qui est intervenue mi 2012. Au premier trimestre, l'indice a augmenté de 8% par rapport à l'année 2012, après une hausse de 3% l'année précédente. Il a atteint en janvier un nouveau record à la valeur 142 (100 en 2005), pour redescendre très légèrement au deuxième et troisième trimestre. L'IPAMPA lait de chèvre a enregistré une baisse de 3% sur le dernier trimestre 2013. Il reste cependant très élevé: 138 en décembre 2013.

Rappelons que l'IPAMPA (Indice des prix d'achat des moyens de production agricole) a pour objectif de mesurer l'évolution des coûts d'approvisionnement des exploitations agricoles.

EVOLUTION DES INDICES DES ALIMENTS ACHETÉS



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après les Réseaux d'élevage

Le poste «Aliment acheté», 43% des charges de l'IPAMPA lait de chèvre.

L'indice moyen annuel du prix des aliments achetés a augmenté de 4,8% entre 2012 et 2013. Toutefois l'indice mensuel au plus haut à 164 en décembre 2012, n'a cessé depuis de glisser pour revenir à 155 en décembre 2013. Mais la baisse est plus lente et plus faible que celle des prix des matières premières, les fabricants d'aliments jouant un rôle stabilisateur à la baisse, après l'avoir réalisé à la hausse. L'indice "Aliments achetés" est calculé à partir d'un panier moyen des aliments achetés de tous les systèmes de la filière caprine. Dans le calcul de l'estimation des revenus 2013, les indices "Aliments simples" et "Aliments composés" ont été utilisés pour tenir compte de la diversité des aliments achetés selon les systèmes. En 2013, le poste aliments achetés augmente de plus de 5% pour les grands troupeaux utilisateurs de déshydratés à plus 2% pour les fromagers du Sud Méditerranée, qui achètent essentiellement des céréales.

3 REVENUS DES EXPLOITATIONS LIVREURS SPÉCIALISÉS, GRANDS TROUPEAUX

Un revenu toujours au plus bas



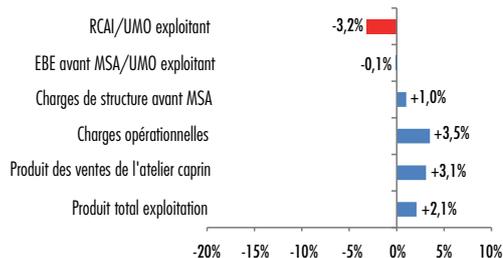
DONNÉES REPÈRES

- 59 ha de SAU dont 38 ha de SFP
- 372 chèvres et 330 000 litres de lait vendus
- 2,7 UMO totales dont 1,6 UMO exploitant

LOCALISATION DES 18 EXPLOITATIONS

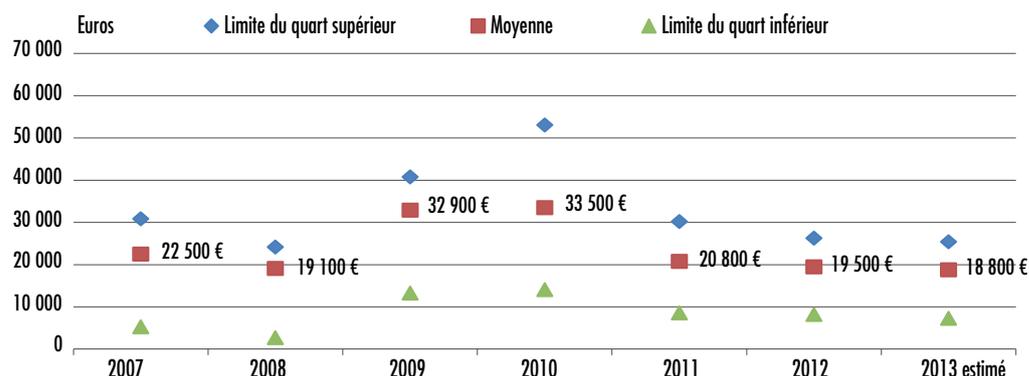


RÉSULTATS ÉCONOMIQUES



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après les Réseaux d'élevage

RÉSULTATS COURANT AVANT IMPÔTS (RCA)/ UMO EXPLOITANT



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après les Réseaux d'élevage

Malgré un prix du lait à la hausse, le revenu ne se redresse pas

L'amélioration du produit est pénalisée par la baisse des performances animales. Elle n'est pas suffisante pour compenser la hausse des charges, et en particulier la hausse du prix des aliments.

Des systèmes très spécialisés et peu autonomes

Ces systèmes spécialisés sont surtout présents en Centre-Ouest et dans le Sud-Ouest. Ils sont pour la plupart employeurs de main d'œuvre salariée. Les concentrés sont majoritairement achetés à l'extérieur. Les troupeaux s'étant agrandis souvent sans foncier, certains élevages achètent des déshydratés ou des fourrages pour compléter leurs récoltes.

Un prix du lait qui s'améliore, des volumes en retrait

Les livraisons de lait étaient en baisse sur le premier semestre 2013. Ceci s'explique pour diverses raisons :

- des fourrages 2012 de moindre qualité qui ont pénalisé le niveau de production sur l'hiver 2012-2013,
- un IPAMPA au sommet,
- moins de chevrettes de renouvellement.

Sur le dernier trimestre 2013, la baisse de collecte s'atténue. Si les foins 2013 sont aussi médiocres que ceux de 2012, les ensilages de maïs sont de meilleure qualité et permettent un meilleur démarrage des lactations d'automne. Face à la hausse du prix du lait, des éleveurs réforment moins et conservent des chèvres en lactation longue.

Des coûts alimentaires qui pèsent

Les charges d'aliments achetés représentent en moyenne deux tiers des charges opérationnelles de ces élevages et progressent de plus de 5% en 2013. Cette augmentation traduit d'abord des prix plus élevés mais aussi une utilisation chez certains de plus de concentrés.

L'augmentation du produit ne compense pas la hausse des charges ni celle des amortissements et frais financiers, qui pèsent très lourd (les 2/3 de l'excédent brut d'exploitation). Et le revenu reste orienté à la baisse.

Un revenu en berne depuis 2011

Depuis 2011, la crise caprine assortie d'une hausse du prix des intrants frappe de plein fouet les grands troupeaux qui en 2009 et 2010 affichaient les revenus les plus élevés des spécialisés. Peu résilients, ces systèmes réagissent très fortement à toute évolution du volume ou des prix.

3 REVENUS DES EXPLOITATIONS LIVREURS SPÉCIALISÉS, TROUPEAUX MOYENS

Un redressement amorcé



DONNÉES REPÈRES

- 46 ha de SAU dont 28 ha de SFP
- 195 chèvres et 166 000 litres de lait vendus
- 1,5 UMO totales dont 1,3 UMO exploitant

LOCALISATION DES 13 EXPLOITATIONS



Avec une hausse des charges modérée et un prix du lait à la hausse, le revenu de ces exploitations s'oriente à la hausse.

Une main d'œuvre familiale et des systèmes plutôt autonomes

Ces exploitations, le plus souvent familiales, détiennent des troupeaux de 120 à 250 chèvres. Au sein des Réseaux d'élevage, elles sont présentes en régions Centre, Poitou-Charentes et dans le Sud-Ouest. Le produit de l'atelier caprin représente en moyenne 70% du produit total de l'exploitation. 20% des concentrés utilisés pour l'alimentation du troupeau sont produits sur l'exploitation.

Baisse des volumes produits en pâturage comme en foin

Les volumes sont à la baisse pour diverses raisons :

- des fourrages 2012 de moindre qualité qui ont pénalisé le niveau de production sur l'hiver 2012-2013,
- un IPAMPA au sommet, en particulier pour les moins autonomes,
- un printemps humide et froid.

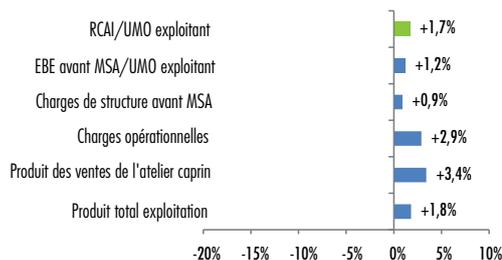
Si le printemps humide et froid a particulièrement pénalisé les élevages au pâturage, les animaux sont sortis plus tard que d'habitude grâce aux pluies de septembre. Cela n'a pas permis de compenser le manque de production mais au moins permis des économies.

Malgré un prix du lait à la hausse, en 2014, la reprise de la collecte est variable suivant les dynamiques locales. Les éleveurs n'ont pas repris confiance et le prix des aliments reste élevé.

Un produit caprin qui progresse plus vite que les charges

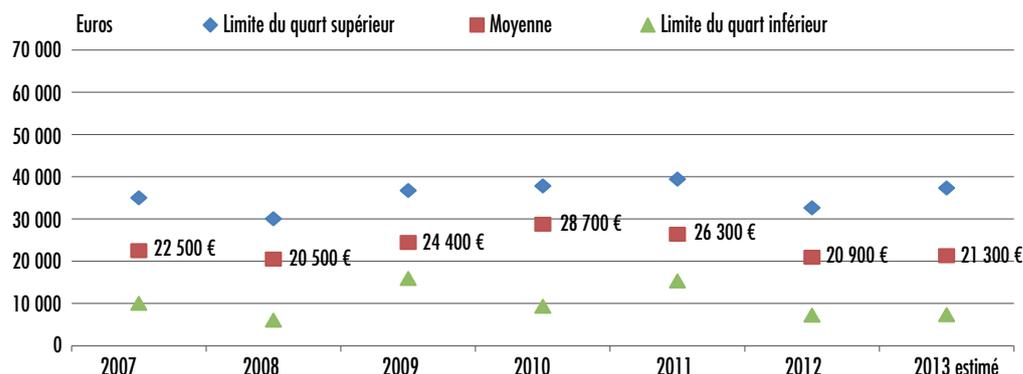
Malgré des performances animales en baisse, le produit caprin s'améliore de 3,4% avec l'augmentation du prix du lait. Grâce en particulier à l'autoconsommation, l'augmentation des charges opérationnelles qui représentent environ 40% du produit, est contenue à moins de 3%. Et le résultat courant par UMO évolue positivement.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après les Réseaux d'élevage

RÉSULTATS COURANT AVANT IMPÔTS (RCAI)/ UMO EXPLOITANT



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après les Réseaux d'élevage

3 REVENUS DES EXPLOITATIONS LIVREURS SPÉCIALISÉS DU SUD-EST

Un faible revenu en légère hausse



DONNÉES REPÈRES

- 36 ha de SAU dont 33 ha de SFP
- 147 chèvres et 106 000 litres de lait vendus
- 1,6 UMO totales dont 1,4 UMO exploitant

LOCALISATION DES 14 EXPLOITATIONS



Après une année 2011 difficile, le revenu qui avait redémarré timidement en 2012 continue à se redresser avec la hausse du prix du lait, mais trop lentement !

De petites exploitations

Ces systèmes sont localisés dans les régions Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte-D'azur (PACA) et Languedoc-Roussillon. Les systèmes alimentaires sont souvent basés sur le pâturage : ils utilisent peu de concentrés par chèvre et achètent pour l'hiver du fourrage à l'extérieur.

Année difficile pour le pâturage

Le printemps froid et humide a fortement perturbé l'exploitation de l'herbe. La qualité des foins 2013 est médiocre comme en 2012. Les volumes de lait vendu sont à la baisse. Pour compenser la mauvaise qualité des fourrages 2012 et 2013, certains éleveurs ont acheté des concentrés plus riches en azote mais la majorité a renoncé face au prix élevé des aliments.

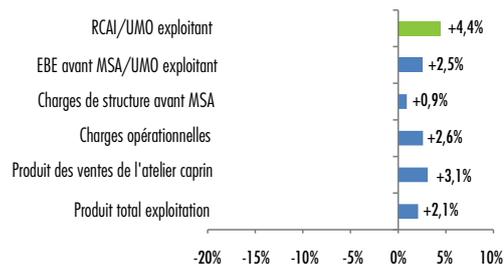
Un prix du lait à la hausse et des charges contenues

Malgré des performances animales en baisse, le produit caprin s'améliore de 3,1% avec l'augmentation du prix du lait. Pour faire face, ces éleveurs réduisent les charges depuis 2011. Ils font aussi des impasses sur les amendements, le renouvellement des prairies... Les charges opérationnelles n'augmentent que de 2,5%. Et le résultat courant par UMO évolue positivement.

Les revenus les plus faibles

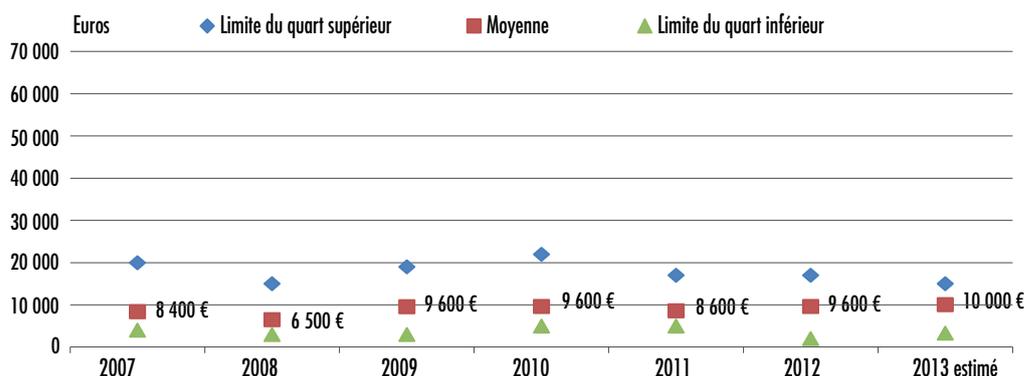
Après avoir subi la sécheresse de 2011 qui a souvent nécessité l'achat de foin, ces éleveurs ont aussi été impactés par la crise caprine. S'ils semblent avoir mieux résisté que d'autres en 2012 et voient leur revenu progresser légèrement en 2013, ils dégagent toujours le revenu moyen par UMO le plus faible de l'ensemble des systèmes suivis. Cela laisse peu de marge de manœuvre en cas de coup dur ou pour ceux qui souhaiteraient améliorer ou développer leur outil de production.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après les Réseaux d'élevage

RÉSULTATS COURANT AVANT IMPÔTS (RCAI)/ UMO EXPLOITANT



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après les Réseaux d'élevage

3 REVENUS DES EXPLOITATIONS LIVREURS ET CULTURES DE VENTE

Un revenu en baisse...
mais toujours à un niveau élevé



DONNÉES REPÈRES

- 133 ha de SAU dont 97 ha de cultures de vente
- 277 chèvres et 219 000 litres de lait vendus
- 2,5 UMO totales dont 1,8 UMO exploitant

LOCALISATION DES 20 EXPLOITATIONS



La diminution des revenus est essentiellement due à la baisse du produit des ventes de céréales et oléagineux. L'amélioration des résultats de l'atelier caprin ne permet pas de compenser le manque à gagner sur l'atelier cultures de vente qui représente 44% du produit hors aides.

Cultures de vente, des rendements et des prix à la baisse en baisse

D'après les données du recensement agricole 2010, 29% des livreurs sont en système caprins et cultures de vente.

Ces grandes exploitations sont majoritairement localisées dans les régions de polyculture élevage de Poitou-Charentes et de la région Centre et également dans le Sud-Ouest.

Si les rendements des céréales à paille ont peu évolué en région Centre, ils ont baissé d'environ 10% en Poitou-Charentes. Les rendements du colza sont en baisse. Après les prix record atteints en 2012, le prix des céréales et oléagineux a diminué de 10 à 20%.

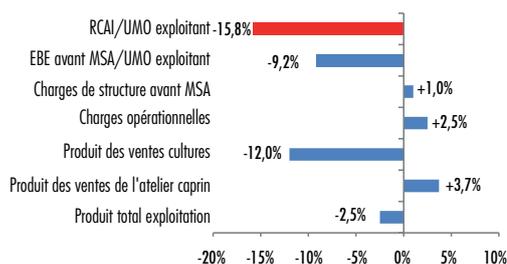
La hausse du produit lait ne compense pas la baisse de l'atelier cultures de vente

Le produit des ventes de lait progresse de près de 4% alors que le produit des ventes de cultures chute de 12%. Au final, le produit total de l'exploitation est en recul. Grâce à l'autoconsommation d'une partie de leurs céréales, la plupart de ces exploitations ont maîtrisé la hausse des charges d'alimentation. Les élevages qui pour des raisons de travail n'ont pas misé sur l'autonomie ont des charges d'aliments qui augmentent de 5 à 6% alors que chez les autres, elles progressent de moins de 3%.

Un revenu en baisse mais qui reste supérieur à la moyenne

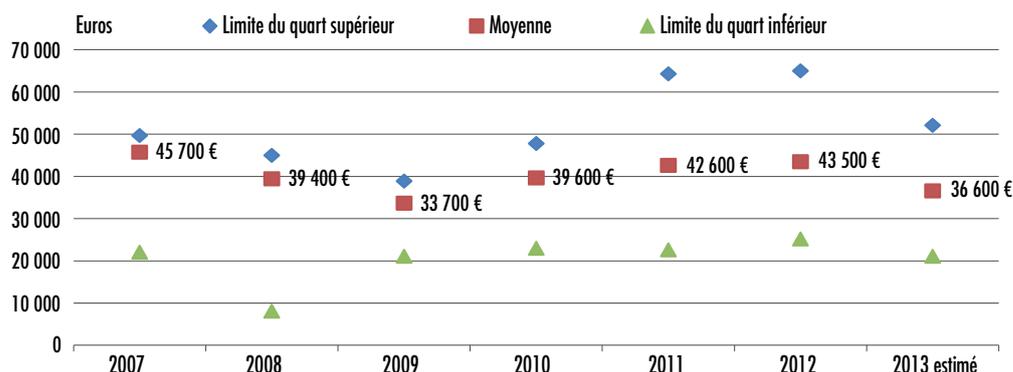
Le revenu courant apparaît en nette baisse, de près de 16%. Ce résultat moyen de 36 600 euros par exploitant reste tout de même supérieur à celui des autres systèmes caprins. Il conforte l'idée que la polyculture élevage avec la combinaison d'ateliers et la possibilité de mettre en œuvre des systèmes autonomes rend les exploitations moins vulnérables aux aléas de conjoncture.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après les Réseaux d'élevage

RÉSULTATS COURANT AVANT IMPÔTS (RCAI)/UMO EXPLOITANT



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après les Réseaux d'élevage

3 REVENUS DES EXPLOITATIONS LIVREURS ET VACHES ALLAITANTES

Un revenu qui n'augmente pas
à cause de l'atelier cultures de vente



DONNÉES REPÈRES

- 86 ha de SAU dont 62 ha de SFP
- 255 chèvres et 216 000 litres de lait vendus
- 2,3 UMO totales dont 2,1 UMO exploitant
- 68 UGB viande dont 36 vaches allaitantes

LOCALISATION DES 9 EXPLOITATIONS



L'amélioration du revenu attendue avec l'augmentation du prix du lait et de la viande bovine est contrariée par la baisse du prix des cultures de vente.

Une mixité diverse

D'après les données du recensement agricole 2010, 22% des livreurs sont en système caprins et bovins viande.

Au sein des Réseaux d'élevage, ces exploitations sont disséminées sur l'ensemble du territoire. Les systèmes mixtes « caprins et bovins viande » sont divers quant à l'équilibre des deux ateliers. Dans des structures sociétaires, on trouve deux ateliers de dimension importante. Dans d'autres exploitations, l'élevage caprin est prédominant et les vaches valorisent des prairies naturelles souvent éloignées et consomment les refus des chèvres.

En 2013, le produit bovins viande représente entre 20 et 40 % du produit total des exploitations suivies. Dans ces structures, si les bovins valorisent les ressources fourragères de l'exploitation, l'atelier caprin est souvent peu autonome.

Des produits animaux en hausse

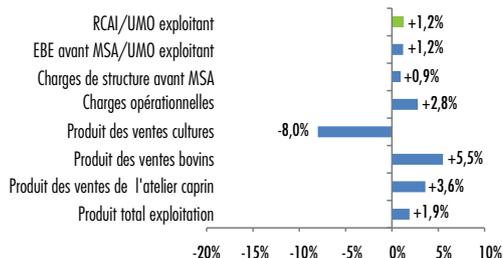
L'amélioration du prix du lait et de la viande contribue à l'augmentation du produit total des exploitations. Mais celui-ci augmente en moyenne d'à peine 2%, pénalisé par la diminution du produit de l'atelier cultures de vente dans certaines exploitations. Avec le prix en hausse pour les vaches de réforme et les génisses finies, la tenue du prix des taurillons et l'érosion du prix des brouillards, le produit de l'atelier viande progresse plus vite dans les systèmes naisseur engraisseur que dans les systèmes naisseurs.

Malgré la présence de bovins, à priori moins consommateurs de concentrés que les caprins, les charges d'aliments achetés progressent autant que dans les élevages spécialisés intensifs.

Un revenu supérieur à celui des élevages spécialisés

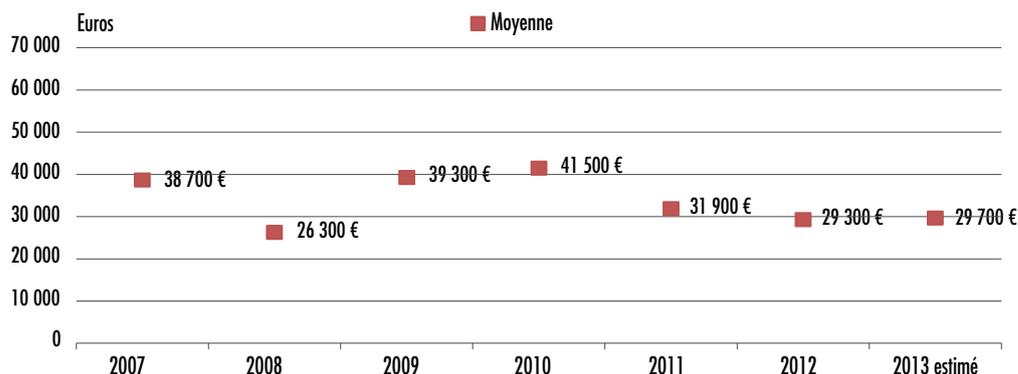
Le résultat courant avant impôt oscille autour de 30 000 euros depuis 2011. La combinaison des deux productions (lait et viande) donne de la stabilité aux résultats et offre des opportunités d'adaptation d'une année sur l'autre. Cependant beaucoup de ces exploitations sont pénalisées par leur manque d'autonomie.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après les Réseaux d'élevage

RÉSULTATS COURANT AVANT IMPÔTS (RCAI)/ UMO EXPLOITANT



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après les Réseaux d'élevage

3 REVENUS DES EXPLOITATIONS FROMAGERS, SUD MEDITERRANEE

Un revenu stable, lié à la bonne valorisation du lait



DONNÉES REPÈRES

- 14 ha de SAU et 85 ha de parcours
- 63 chèvres et 30 000 litres de lait transformés et vendus
- 2,1 UMO totales dont 1,7 UMO exploitant

LOCALISATION DES 47 EXPLOITATIONS



Malgré des volumes un peu difficiles à assurer compte tenu des aléas climatiques, le revenu se maintient avec la bonne valorisation du lait et des charges maîtrisées.

Une valorisation élevée

Ces exploitations sont localisées dans les régions Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Languedoc-Roussillon. De dimension modeste, ces exploitations sont très spécialisées et transforment entre 20 et 60 000 litres de lait. La commercialisation est assurée principalement en direct. La valorisation du lait est élevée : elle s'établit en moyenne à 2€30 le litre. La plupart de ces exploitations valorise des parcours, une cinquantaine d'hectares en moyenne.

Des volumes un peu justes

Même si la gestion du pâturage et des parcours a été assez chaotique au printemps 2013, les éleveurs ont presque maintenu leur production et, comme tous les ans, ils ont manqué de fromages en fin d'année.

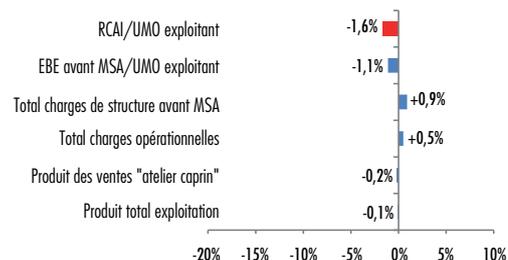
Des coûts alimentaires stables

La majorité de ces éleveurs récolte peu de fourrages et achète du foin. Compte tenu des quantités récoltées, le prix du foin reste stable en 2013. Ces éleveurs achètent peu de concentrés ou alors essentiellement des céréales, qui en 2013 sont plutôt à la baisse.

Un revenu d'une grande stabilité

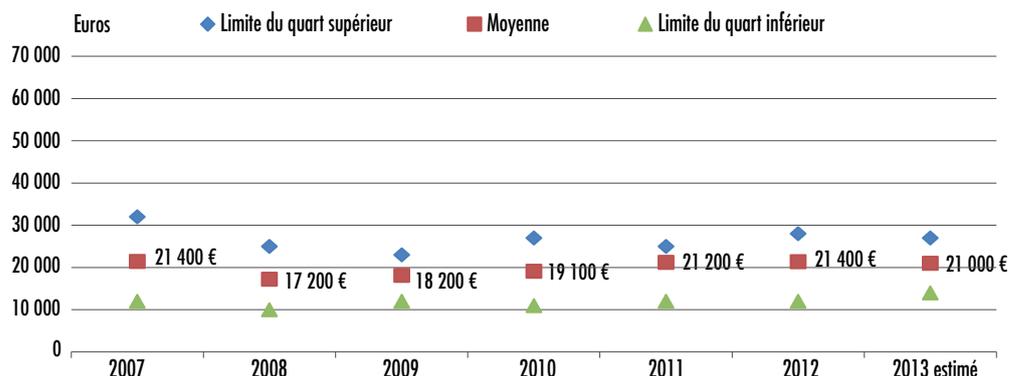
Depuis 2007, ces systèmes dégagent en moyenne 20 000 euros par UMO exploitant. Avec des prix qui progressent régulièrement et un recours aux intrants limités, ces systèmes de dimension modeste sont solides économiquement.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après les Réseaux d'élevage

RÉSULTATS COURANT AVANT IMPÔTS (RCAI)/ UMO EXPLOITANT



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après les Réseaux d'élevage

3 REVENUS DES EXPLOITATIONS FROMAGERS, AUTRES RÉGIONS

Un revenu difficile à maintenir



DONNÉES REPÈRES

- 23 ha de SAU dont 17 ha de SFP
- 88 chèvres et 61 000 litres de lait transformés et vendus
- 2,4 UMO totales dont 1,8 UMO exploitant

LOCALISATION DES 20 EXPLOITATIONS



L'augmentation du prix des fromages est trop juste pour couvrir la hausse des charges et le revenu est plutôt à la baisse.

Une valorisation moyenne

Ces exploitations sont localisées dans les régions Centre, Rhône-Alpes et le Sud-Ouest. Le litrage moyen transformé est d'environ 60 000 litres. Elles emploient de la main d'œuvre salariée. La valorisation de leur litre de lait est moyenne : elle s'établit à environ 1€70. Ces élevages ont pour la plupart une conduite intensive de leurs troupeaux.

Des volumes stables et de faibles hausses de prix

Les fromagers de ces régions, plutôt rurales, ont du mal à faire passer des hausses de tarifs auprès de leurs clientèles. En région Centre par exemple, quand le coût de production progresse de 40€/1000 litres entre 2011 et 2012, les fromagers n'augmentent que de 10€/1000 litres leur valorisation.

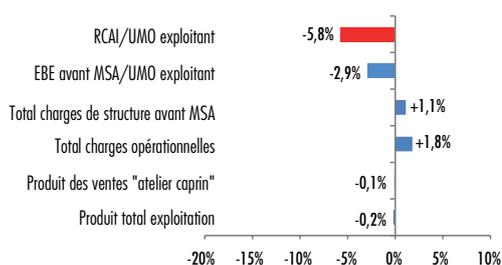
Avec une augmentation des concentrés et des charges de structure

Pour assurer leurs volumes à transformer, ces élevages voient en 2013, leurs charges opérationnelles augmenter. Leurs charges de structure et en particulier celles liées à la main d'œuvre progressent régulièrement.

Trouver la bonne dimension

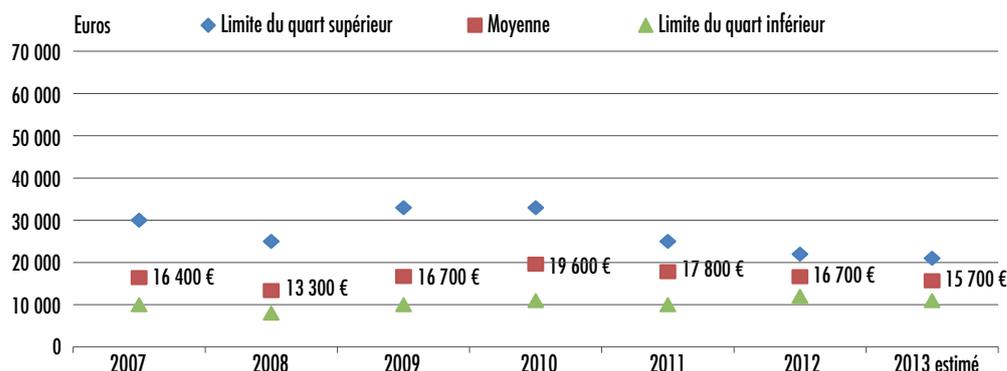
Depuis 2007, le revenu moyen de ces fromagers n'a jamais atteint 20 000 €/UMO exploitant. Dans ces exploitations, il faut trouver la « bonne » dimension pour pouvoir dégager un revenu tout en couvrant ses charges (intrants, main d'œuvre).

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après les Réseaux d'élevage

RÉSULTATS COURANT AVANT IMPÔTS (RCAI)/ UMO EXPLOITANT



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après les Réseaux d'élevage

4

FABRICATIONS ET DEBOUCHES

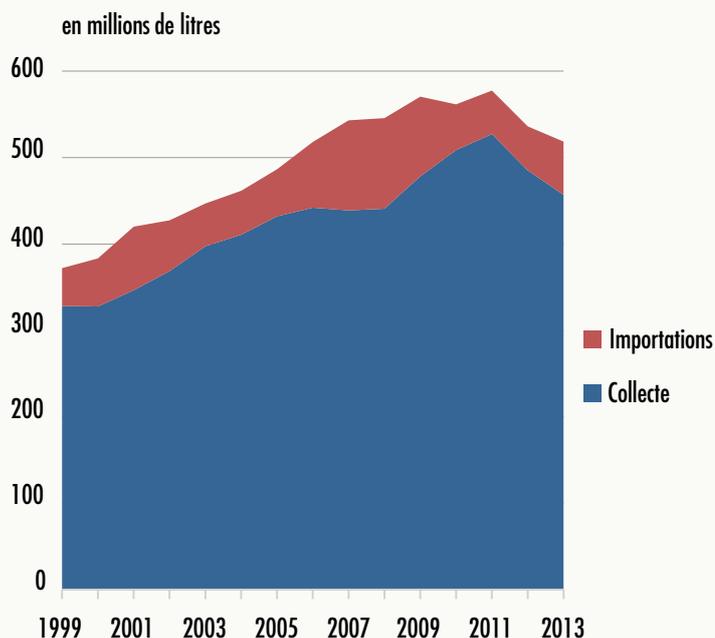
Une pénurie qui permet de revaloriser les produits caprins

L'année 2013 a été marquée par un recul des disponibilités de lait de chèvre pour les transformateurs laitiers. Le recours accru aux importations n'a pas suffi à compenser la chute de la collecte, faisant plonger les fabrications sur la fin de l'année. En outre, les stocks de produits de reports n'ont pu être reconstitués : le manque de matière première ne peut que se prolonger début 2014. Néanmoins, la pénurie de fromages de chèvre en fin d'année a permis aux fabricants de revaloriser les produits caprins, largement bradés pendant la crise caprine.



APPROVISIONNEMENT EN LAIT DE CHÈVRE

FOURNITURE ANNUELLE DE LAIT DE CHÈVRE À L'INDUSTRIE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

518 millions de litres,

c'est le volume total de lait de chèvre transformé par les laiteries en 2013

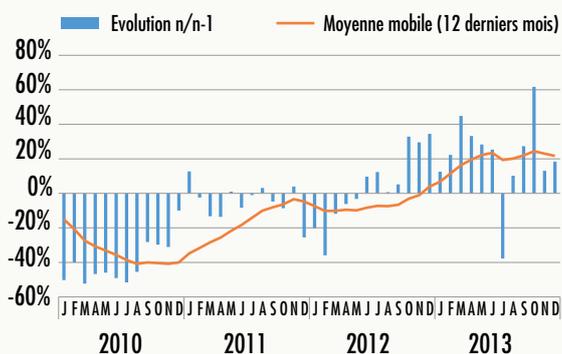
Un approvisionnement sous tension...

A près de 518 millions de litres selon FranceAgriMer, les approvisionnements en lait de chèvre des transformateurs ont chuté de 18 millions de litres en 2013 (-3%/2012), qu'il faut ajouter aux 41 millions de litres perdus en 2012 (-7%/2011).

Ainsi, après avoir culminé à 577 millions de litres en 2011, les disponibilités (collecte + importations) en lait de chèvre ont été ramenées au niveau de 2006.

Cette chute est exclusivement imputable au reflux de la collecte. Sur deux ans, celle-ci a en effet été amputée de près de 70 millions de litres sous l'effet de la crise caprine.

EVOLUTION DES IMPORTATIONS DE PRODUITS INTERMÉDIAIRES



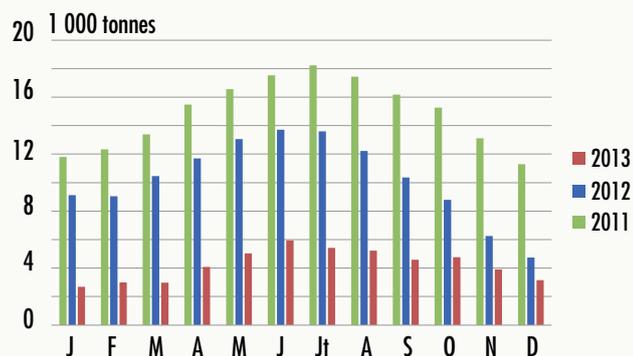
Source : GEB-Institut de l'Elevage d'après FranceAgriMer

Une forte progression des importations

Pour compenser le recul de la collecte, les industriels ont fait appel aux importations de produits intermédiaires. Les achats ont ainsi bondi de près de 11 millions de litres en 2013 (+21%/2012) malgré des disponibilités limitées chez les fournisseurs, comme en témoigne la hausse des prix en Espagne et aux Pays-Bas. Le contraste est flagrant par rapport aux années précédentes au cours desquelles les importations ne cessaient de reculer.

Les achats de caillé congelé et de lait liquide en vrac ont respectivement progressé de 22% et de 58%, aux dépens des importations de lait concentré, en recul de près de 18%. En somme, les achats de produits intermédiaires ont compté pour 12% de l'approvisionnement total de la transformation industrielle française en 2013.

EVOLUTION DES STOCKS DE PRODUITS DE REPORT

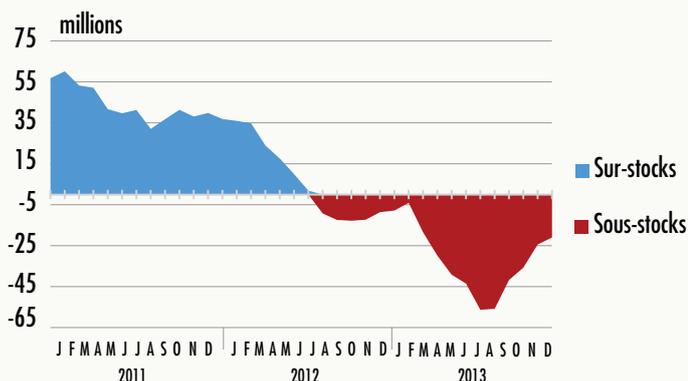


Source : GEB-Institut de l'Elevage d'après FranceAgriMer

Des stocks insuffisants en 2013

La constitution de stocks de produits de report a pour objectif de maintenir les fabrications relativement stables tout au long de l'année, en dépit de la saisonnalité de la production. Elle se fait principalement au second trimestre, en plein pic de collecte pour une utilisation en fin d'année. Cependant, en 2013, face au déficit d'approvisionnement, les fabrications de produits de reports ont fortement reculé (-10%) selon FranceAgriMer, à 137 millions de litres de lait. Les entreprises ont davantage fonctionné en flux tendu, aux dépens de la constitution des stocks. Ainsi, à 3 150 tonnes fin décembre, soit l'équivalent de 22 millions de litres, l'année s'est achevée sur un niveau de stocks historiquement bas.

ESTIMATION DES SUR STOCKS ET SOUS-STOCKS DE PRODUITS DE REPORT



Source : GEB-Institut de l'Elevage d'après FranceAgriMer

De stocks pléthoriques à des réserves insuffisantes

L'estimation des sur / sous stocks réalisée par FranceAgriMer illustre clairement les difficultés de maîtrise de l'approvisionnement. A la situation aigüe de sur stocks qui a plongé la filière caprine dans une crise profonde, a succédé une situation de sous-stocks tout aussi prononcée, responsable d'une pénurie de produits caprins en fin d'année.

Selon FranceAgriMer, il manquait l'équivalent de 56 millions de litres en juillet 2013. Le recul des fabrications de fromages sur le second semestre a permis de réduire quelque peu le déficit en produits de reports caprins. Mais fin décembre, il manquait encore l'équivalent de 21 millions de litres pour retrouver une situation d'équilibre.

4 FABRICATIONS ET DÉBOUCHÉS

FABRICATIONS DE FROMAGES DE CHÈVRE

EVOLUTION ANNUELLE DES FABRICATIONS DE PRODUITS INDUSTRIELS



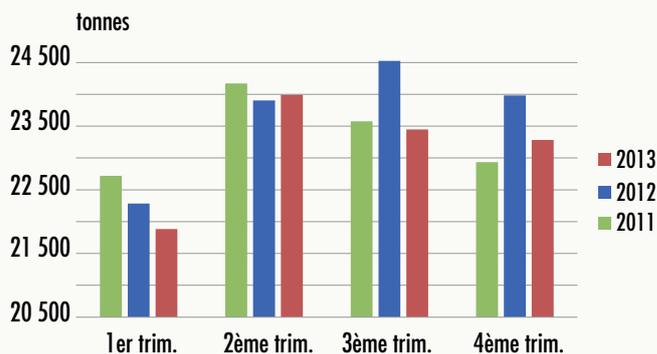
Source : GEB-Institut de l'Elevage d'après FranceAgriMer

Baisse des fabrications de fromages de chèvre

En 2013, les fabrications industrielles de fromages de chèvre ont reculé de 2% par rapport à 2012. A 92 600 tonnes selon FranceAgriMer, elles ont été ramenées au niveau de 2010.

Cette évolution constitue une réelle inversion de tendance après la hausse continue des fabrications industrielles de fromages de chèvre sur la dernière décennie. Elles ont augmenté en moyenne de 6% par an entre 2000 et 2008, puis de 1% par an jusqu'en 2012.

EVOLUTION DES FABRICATIONS DE FROMAGES DE CHÈVRES

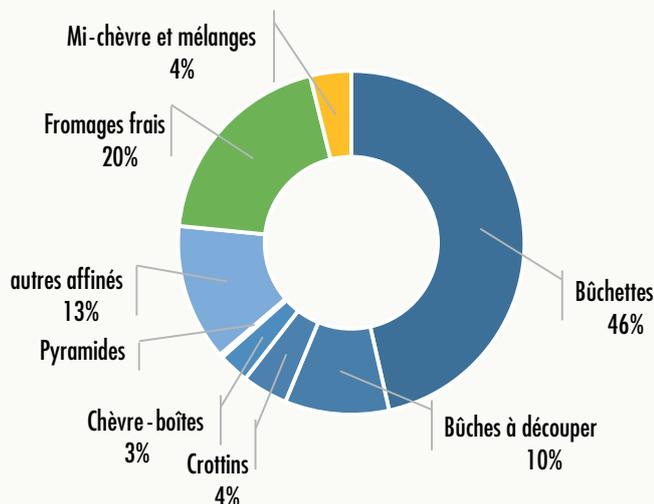


Source : GEB-Institut de l'Elevage d'après FranceAgriMer

Des évolutions contrastées sur l'année

Sur le premier trimestre, les fabrications ont reculé (-2%/2013) impactées par les faibles niveaux de stock début 2013. Avec la reprise saisonnière de la collecte, les transformateurs ont pu maintenir les fabrications de fromages sur le second trimestre, mais au détriment de la reconstitution des stocks nécessaires aux fabrications de fin de l'année. Logiquement, celles-ci se sont effondrées sur le second semestre (-4%). Au total, la production annuelle de fromages de chèvres a perdu près de 2 100 tonnes, revenant ainsi au niveau de 2010.

REPARTITION DES FABRICATIONS DE FROMAGES DE CHÈVRE



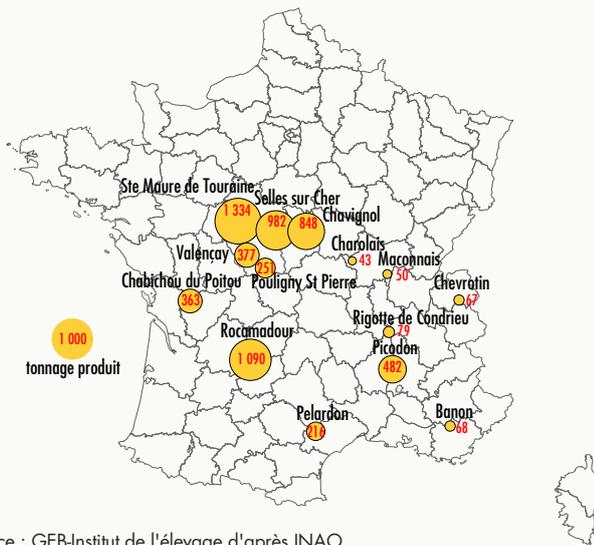
Source : GEB-Institut de l'Elevage d'après FranceAgriMer

Une réorientation des fabrications

Face au déficit d'approvisionnement, les industriels ont d'un côté privilégié les fabrications les mieux valorisées, crottins (+1%/2012), fromages frais traditionnels (+4%/2012). De l'autre, ils ont délaissé les fromages les moins valorisants : les fabrications de bûches et buchettes, en forte progression les années précédentes et qui représentent 46% du total des fabrications industrielles, ont chuté de 3% et celles de mi-chèvre et au lait de mélange ont reculé de 9%. En revanche, les bûches à découper, qui avaient chuté de 33% en 2012, ont progressé (+3%).

FABRICATIONS SOUS SIGNES OFFICIELS DE QUALITE

LES FROMAGES DE CHEVRE COMMERCIALISES SOUS APPELATION D'ORIGINE PROTEGEE EN 2012



Source : GEB-Institut de l'élevage d'après INAO
Cartographique Cartes & Données- © Artique

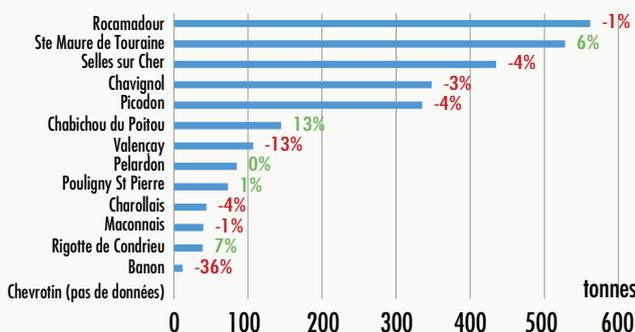
6 250 tonnes,

C'est le volume de fromages de chèvres commercialisé sous Appellation d'Origine Protégée en 2012, en recul de 1% par rapport à 2011.

L'univers des AOP caprins se composait alors de 14 fromages. Avec 1 334 tonnes, le Ste Maure de Touraine occupait toujours la tête du classement, avec 21% des tonnages, malgré un léger recul (-1% /2012) de ses fabrications. Venaient ensuite le Rocamadour, le Selles-sur-Cher et le Chavignol. Ces quatre fromages totalisaient 68% de la production de fromages de chèvre sous AOP. La tendance générale a été à la baisse des ventes de fromages sous AOP en 2012. Seuls le Rocamadour et le Picodon ont progressé, respectivement de 3% et 2%, tandis que le Valençay se stabilisait.

Les AOP les plus récentes, Chevrotin, Banon, Mâconnais, Charolais et Rigotte de Condrieu sont restées à des volumes relativement faibles.

LES VENTES DE FROMAGES AOP EN LIBRE-SERVICE ET LEUR EVOLUTION EN 2013 PAR RAPPORT A 2012

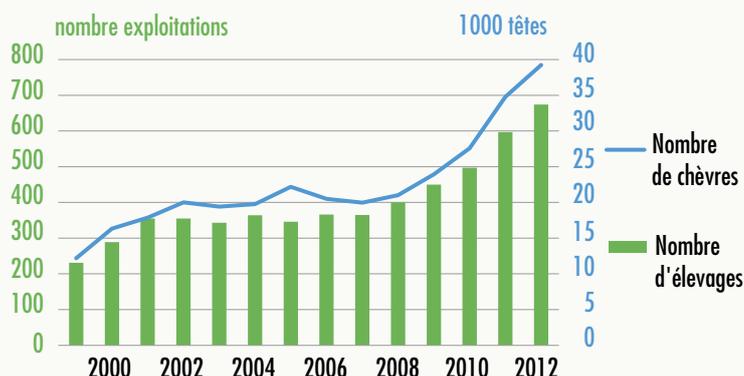


Source : GEB-Institut de l'élevage d'après IRI-CNIEL

Des évolutions contrastées en Libre-Service en 2013

Une part importante des fromages AOP est commercialisée dans les circuits spécialisés dont les évolutions sont difficiles à évaluer. Néanmoins, à près de 2 750 tonnes, soit environ 40% des volumes commercialisés sous AOP, les ventes en libre-service renseignées par le panel IRI-CNIEL nous fournissent une indication des évolutions dans la grande distribution. Sur l'année, les achats des ménages ont enregistré un très léger recul en volume (-0,6% /2012), un peu moins que les autres fromages de chèvres. La hausse de 1% du prix moyen des fromages AOP, à 21,94 €/kg, a permis une légère progression du chiffre d'affaires total. Cette hausse des prix a concerné tous les chèvres AOP à l'exception du Pouligny-St-Pierre (-2,4%).

EVOLUTION DU CHEPTEL ET DU NOMBRE D'ELEVAGES CERTIFIES BIO



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après FranceAgriMer

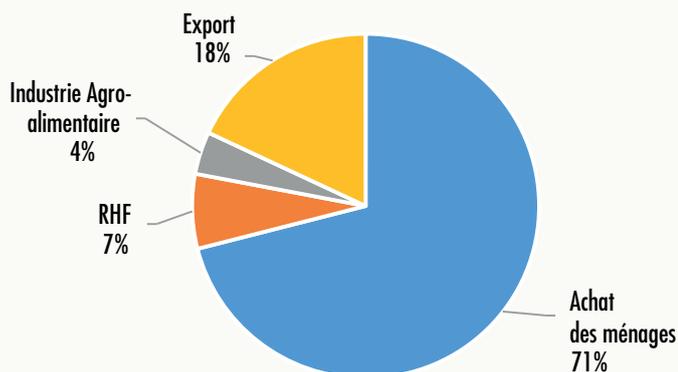
Le BIO continue sa progression

À près de 39 000 têtes en 2012, le cheptel de chèvres certifiées BIO a progressé de 13%, de même que le nombre d'exploitations certifiées (674 producteurs). La taille moyenne des élevages BIO est restée stable à 58 chèvres. La production de lait de chèvre BIO est majoritairement réalisée dans des exploitations fermières. Selon Agreste, seule une quarantaine de producteurs livre à l'industrie. Il semblerait cependant que l'utilisation de lait BIO par les industriels s'intensifie : à près de 3,1 millions de litres, la collecte de lait BIO a quasi doublé en 2012 par rapport à 2011 et la production de fromages de chèvres BIO s'est portée à 700 tonnes (+15%). Malgré cette progression, la collecte de lait de chèvre BIO reste inférieure à 1% de la collecte nationale.

4 FABRICATIONS ET DÉBOUCHÉS

DEBOUCHES DES PRODUITS CAPRINS

LES DEBOUCHES DES FROMAGES DE CHEVRES

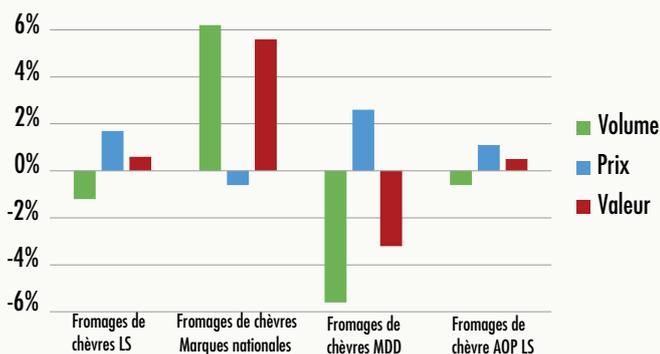


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Anicap et FranceAgriMer

Des débouchés contrastés

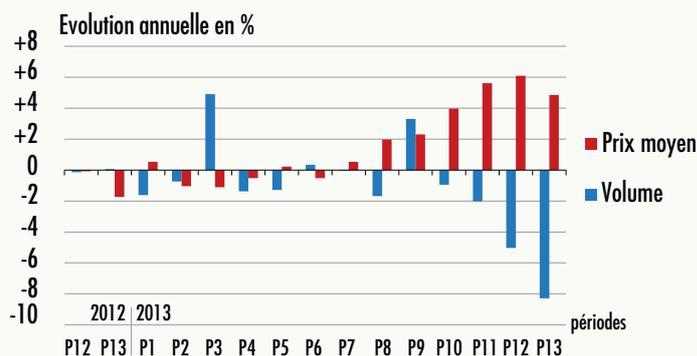
La ventilation entre les débouchés des fromages de chèvre est peu précise. La part de la restauration hors foyer (7%) repose sur une enquête annuelle conduite par Gira-Food. L'utilisation industrielle de fromages et les exportations, estimées respectivement à 4% et 18% des débouchés, restent mal connues faute de statistiques disponibles. Les achats des ménages restent de loin le premier débouché, estimé à 71% des fabrications fromagères en 2013, et le plus renseigné. Selon le panel Kantar, ces achats sont majoritairement réalisés en GMS malgré un recul en 2013. Les ventes en circuits spécialisés ont, en revanche, sensiblement progressé pour atteindre 11% des achats des ménages en 2013.

EVOLUTION DES VENTES DE FROMAGES DE CHEVRE EN 2013 PAR RAPPORT À 2012



Source : GEB-Institut de l'élevage d'après IRI-Cniel

EVOLUTION DES ACHATS DES MENAGES ET DU PRIX DU FROMAGE DE CHEVRE EN LIBRE-SERVICE DES GMS



Source : GEB-Institut de l'élevage d'après IRI-Cniel

Chute des ventes en libre-service en fin d'année

Les ventes de fromages de chèvre en libre-service ne progressaient plus ces dernières années, après une période dynamique de croissance durant la décennie précédente. L'année 2013 a cependant connu des évolutions plus marquées. Si les ventes se sont maintenues au 1^{er} semestre, elles ont ensuite fortement reculé au second faute de disponibilités. Le ralentissement des fabrications a provoqué une pénurie de fromages de chèvre et entraîné une hausse significative du prix moyen. Sur le dernier trimestre notamment, les achats ont plongé de 5% en volume alors que le prix moyen d'achat progressait dans une même mesure.

Une hausse des prix qui sauve le chiffre d'affaires

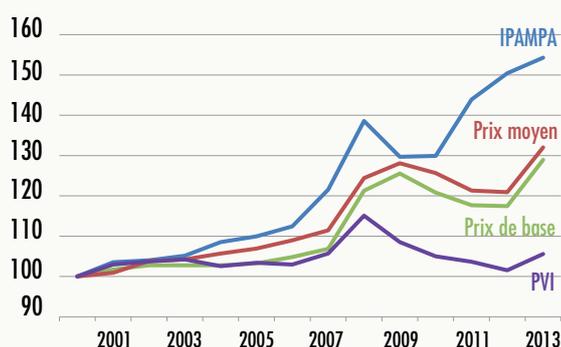
Au total, le chiffre d'affaires des ventes de fromages de chèvre en libre-service a très légèrement progressé en 2013 selon IRI - CNIEL : la hausse de 1,7% du prix moyen a compensé la baisse de 1,1% des volumes achetés par les ménages français.

Cette hausse du prix correspond d'une part à la réorientation des fabrications sur des produits mieux valorisés (crottins, fromages sous marques nationales) et d'autre part à la hausse du prix des fromages sous marques distributeurs.

Le prix moyen des MDD, à 9,44 €/kg, a augmenté de 3% en moyenne alors que les volumes commercialisés ont chuté de près de 6%. A l'inverse, le prix des marques nationales a sensiblement baissé (-1%) à 11,28 €/kg, avec des volumes en hausse de 6%.

BILAN ET PERSPECTIVES

INDICES DES PRIX DU LAIT, DES PRIX DE VENTE INDUSTRIELS ET IPAMPA (100 EN 2000)



Source : GEB-Institut de l'élevage d'après INSEE et SSP

FRANCE 2014

La collecte pourrait se stabiliser en 2014...

Si la collecte française a fortement chuté depuis deux années, il est probable que l'année 2014 constitue une année de transition voire de début d'inversion de tendance. Les premières données issues des enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer montrent que le reflux de collecte se poursuit sur les premières semaines de l'année, de près de 3% en cumul fin février. L'année a démarré avec un cheptel de chèvres réduit de 3% et les systèmes d'élevage au foin pâtissent encore de la mauvaise qualité des stocks constitués en 2013. En outre, il est fait état d'un décalage de plusieurs semaines de la période de reproduction qui pourrait expliquer une partie de ce retard et décaler la courbe de collecte.

... grâce à la reconstitution du cheptel

Les éleveurs réagissent bien aux annonces d'augmentation du prix du lait, malgré des charges qui restent élevées. La légère progression du nombre de chevrettes conservées témoigne de la volonté de reconstituer leur troupeau. Mais c'est surtout la diminution des réformes qui pourrait permettre l'augmentation du cheptel : les effectifs de réforme abattus ont chuté de près de 6% sur le dernier trimestre de 2013, puis de 11% en janvier 2014 par rapport à janvier 2013. Les effets d'une probable hausse du cheptel pourraient cependant être limités par une baisse de la productivité moyenne du cheptel.

Des prix revalorisés mais toujours insuffisants

L'année 2013 a vu l'apparition des premiers signaux positifs, nécessaires à l'initiation d'une reprise. Tout d'abord, le prix payé aux producteurs a progressé de 9% alors qu'il baissait régulièrement depuis 2009. Ensuite, si l'Indice des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole (IPAMPA) a encore progressé de 3% à l'indice record de 154 (base 100 = 2000), il a cependant connu une détente tout au long de l'année. Enfin, l'indice des Prix de Vente Industriels (PVI) a également progressé, témoignant de la revalorisation des fromages en fin d'année.

Cependant, ces évolutions ne combrent encore que très partiellement les écarts qui se sont creusés depuis le début de la crise. Entre 2009 et 2013, l'indice des prix du lait n'a enregistré une hausse que de 3%, à comparer à celle de près de 19% de l'IPAMPA. Malgré leur progression, les PVI sont encore restés 3% en-dessous des niveaux de 2009.

Des fabrications sous pression

Les fabrications devraient rester ralenties, plus particulièrement sur la première partie de l'année. Les stocks de produits de report sont à des niveaux extrêmement bas, ne permettant probablement pas d'assurer le niveau de fabrication des années précédentes. La hausse saisonnière de la collecte devrait cependant permettre d'améliorer les disponibilités de lait pour la transformation, mais si elle n'est pas suffisante à la constitution des stocks de reports nécessaires, les fabrications pourraient de nouveau souffrir en fin d'année. Cette situation devrait cependant permettre, en théorie, de confirmer la revalorisation des fromages de chèvres sur le marché français.

Des importations à réguler

L'augmentation des importations de produits de reports risque de se prolonger pour maintenir le niveau des fabrications. La hausse des prix du lait à la production chez les pays fournisseurs stimule la production en Espagne et aux Pays-Bas, d'autant plus que le cheptel espagnol de chèvres a progressé fin 2013 et qu'il s'est stabilisé aux Pays-Bas. Les enseignements de la crise caprine nous montrent cependant que ces importations doivent rester maîtrisées. La perspective d'une recrudescence de la collecte nationale dès 2015 alors même que les volumes importés progressent pourrait ramener la filière caprine française dans la situation pré-crise de 2009.

DOSSIER ANNUEL

CAPRINS

Année 2013
Perspectives 2014
Mars 2014
n°444

Economie de l'élevage



SÉLECTION DE PARUTIONS RÉCENTES
DES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE
(GEB)

Dossier annuel Bovins lait 2013

Perspectives 2014. N° 443 - Février 2014

Dossier annuel Bovins viande 2013

Perspectives 2014. N° 442 - Janvier 2014

L'élevage d'herbivores au Recensement agricole 2010

Cheptels, Exploitations, Productions.
n° 440-441 - Novembre/Décembre 2013

Quel avenir pour l'engraissement en Italie ?

n° 439 - Octobre 2013

Bergers demain : La filière ovine laitière française s'interroge sur son avenir.

n° 438 - Septembre 2013

Les filières viandes bovine et ovine en Espagne.

À la recherche d'un nouveau souffle.
n° 437 - Juillet-Août 2013

L'élevage irlandais et ses filières.

Quel paysage à l'horizon 2020 ?
n° 436 - Juin 2013



DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE (GEB)

Les Dossiers Economie de l'Elevage vous proposent tous les mois une analyse sur les filières bovines, ovines et caprines.

Retrouvez-les sur : <http://www.idele.fr>